

Ministère de la Région wallonne
Direction générale de l'Agriculture

les 11 nouvelles

DE L'AUTOMNE

Une publication
trimestrielle
de la direction générale
de l'Agriculture
4^e trimestre 2007



Economie
**La fixation
des fermages**
p. 5-6



Recherche
**Les OGM,
une clé pour
l'avenir ?**
p. 17-19



**Moderniser
S'installer**
AIDA
**Aider à investir
pour développer
l'agriculture**
p. 30-42

dossier La viticulture en Région wallonne





Allons de l'avant

Lagriculture est plus que jamais essentielle pour notre société. Pour notre développement socio-économique. Pour notre cadre de vie. Une récente étude démontre que ce « credo » est plus que jamais d'actualité. Et j'ose affirmer que l'agriculture sera l'un des éléments moteurs de notre développement demain.

Car notre Agriculture, c'est avant tout les femmes et les hommes qui la font.

En tant que Ministre de l'Agriculture, je suis particulièrement fier de ce capital humain. En effet, la vitalité d'un secteur ne se mesure pas seulement à des données économiques. Elle se construit avant tout grâce à la volonté et au dynamisme des agricultrices et des agriculteurs.

Récemment, je viens d'accorder des subventions aux deux premiers projets du *Fonds d'Impulsion du Développement Economique Rural* (FIDER). Ces investissements concernaient la diversification agro-alimentaire. L'un d'entre eux était exclusivement porté par des agriculteurs !

C'est dans cette perspective que j'ai envisagé le régime d'Aide à l'Investissement pour le Développement de l'Agriculture : soutenir au mieux les jeunes qui osent, fédérer les énergies, assurer dans les meilleures conditions la transmission des exploitations, inscrire son projet dans la durée, assurer la transparence totale du système.

C'est dans cette perspective aussi que s'inscrit le prochain budget consacré à l'Agriculture.

Depuis mon entrée en fonction, j'ai consacré des moyens supplémentaires de l'ordre de 40 millions € par an. Les objectifs ? Soutenir les jeunes, assurer le paiement plus rapide des aides, permettre aux agriculteurs des régions défavorisées de développer leurs exploitations, encourager les mesures agri-environnementales, ...

Accroître le nombre d'exploitations performantes, les voir générer des revenus tels que les familles agricoles puissent jouir d'une qualité de vie semblable à la majorité de leurs concitoyens. Tels sont mes objectifs.

LE MINISTRE WALLON DE L'AGRICULTURE, DE LA RURALITÉ,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

Editeur responsable :
Victor Thomas
14, ch. de Louvain
B – 5000 Namur

Les Nouvelles de l'automne
4^e trimestre 2007
Trimestriel d'information édité par
la direction générale de l'Agriculture
Ilôt Saint-Luc
14, ch. de Louvain – 5000 Namur
T. : 081 / 64.94.11
@ : dga@mrw.wallonie.be
<http://agriculture.wallonie.be>

Comité de rédaction des Nouvelles :
M. V. Thomas, Mmes Martine Leroux,
Geneviève Minne et Anne-Françoise Piérard,
MM Jean-Luc Matthieu, Gaëtan Fripiat,
Hervé Hulet, Daniel Lanteir, André Mottoulle,
Geoffroy Simonart, Jacques Stévenne,
Ewald Teller, Jean-Claude Van Schingen.

Conception graphique et édition :
Twogether & Partners
**Production et réalisation, coordination
générale :** Anne-Françoise Piérard
Relecture : Véronique Renaux
Transposition en langue allemande :
Irmgard Drese (Amel)

Photo de couverture :
Dušan Zidar – Fotolia

Ont collaboré à cette 44^e édition :
N. Bartiaux-Thill, Y. Beckers, JP Clérin,
Ph. Delaunois, M. Dumont, M. Goffin, P. Grafé,
Cl. Lamine, D. Lanteir, JL Matthieu, A. Mottoulle,
P. Nihoul, G. Simonart, P. Stassart, J. Stévenne,
E. Teller, A. Thewis, B. Vandoren.

Les articles n'engagent que la responsabilité
de leur auteur

A votre service !



Ces derniers mois ont été marqués par divers coups de boutoir de l'économie de marché libéralisée : envolée des prix des matières premières, qui font le bonheur des uns (céréales) et augmentent les prix de revient des autres, fermeture annoncée d'une sucrerie, une nouvelle réforme de la PAC qui se prépare, ...

Le temps des incertitudes est bien arrivé ! Tant pour les opérateurs économiques, que pour les consommateurs qui commencent à craindre pour leur pouvoir d'achat, avec déjà le retour des vieux démons : c'est le prix du blé qui fait augmenter le pain, ce sont les agrocarburants qui seront responsables des prochaines pénuries, ...

Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont un rôle important, tant par les instruments qu'ils utilisent (réglementations, aides, ...), que par les informations objectives et novatrices qu'ils peuvent fournir.

Pour les aides, les services de la DGA ont à nouveau parfaitement respecté les échéances habituelles de la « Saint-Eloi ». Je sais que vous appréciez cette ponctualité !

Pour l'information, vous avez été près de 700 à nous répondre à l'occasion de notre enquête *Ce magazine est aussi le vôtre*. Merci à vous qui avez consacré une partie de votre temps pour nous faire part de vos centres d'intérêts. Le tout est fort instructif. Qu'en retenir ?

C'est une grande satisfaction pour la DGA, puisque les avis exprimés quant à la revue et à son contenu sont positifs à plus de 95 % ! Si les agriculteurs constituent logiquement la majorité, nos autres lecteurs se sont aussi clairement exprimés. Avec certaines différences quant aux attentes bien sûr ... ! Sans surprise, les agriculteurs préfèrent les sujets concrets : gestion de l'exploitation, réglementations, démarches à entreprendre, conseils techniques, ... Nos autres lecteurs expriment davantage leur intérêt pour l'environnement ou pour la recherche appliquée ... Les principaux résultats sont présentés dans cette revue. Ils guideront nos efforts pour l'avenir.

Pour l'équipe qui compose chaque trimestre *Les Nouvelles de l'Agriculture*, votre satisfaction globale est un message fort d'encouragement : il nous faut continuer à vous préparer une information variée de qualité ! C'est l'engagement que nous prenons.

Dans ce numéro, vous trouverez notamment des précisions quant à l'aide aux investissements de développement de l'agriculture (AIDA), ainsi que notre dossier consacré cette fois à la viticulture wallonne. La fois prochaine, nous reviendrons plus en détail sur l'important *Plan de Développement rural 2007-2013*, approuvé fin novembre par l'Union européenne.

Je vous souhaite déjà une bonne et fructueuse année 2008.



VICTOR THOMAS, DIRECTEUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE

Opinion

Qu'en pensez-vous ?
Ce magazine est aussi le vôtre p 4

Economie

La fixation des fermages des terres
et bâtiments agricoles p 5

Dossier

Vins et vignobles de Wallonie p 7

Recherche

Les OGM, une clé pour l'avenir ? p 17

Gestion

La fertilisation raisonnée des prairies p 20

Environnement

Le Plan Pluies. Une approche globale
de la lutte contre l'érosion des sols
et les coulées boueuses p 21

Agri-environnement

Agriculture sinon rien ! p 24

CRA-W

Éleveurs et consommateurs,
que pensent-ils de l'élevage ? p 27

Moderniser, s'installer

AIDA. Aider à investir pour
développer l'agriculture p 30

Apaq-W

Lekker Waals ! Vu en Flandre p 43

Brèves du livre

p 44

L'objectif de notre enquête de septembre était de connaître votre avis pour mieux pouvoir vous informer.

4

Qu'en pensez-vous ? Ce magazine est aussi le vôtre

Vous avez été 672 à nous répondre dont 486 agriculteurs ou agricultrices, essentiellement à titre principal. Tous les secteurs sont représentés. Parmi vous, 285 sont actifs dans le secteur bovin, 202 dans l'élevage laitier et 192 en grandes cultures. En outre, des avis émanent aussi de chercheurs ou employés ou ouvriers dans l'agro-alimen-

taire (7 %), de fonctionnaires (6 %), d'enseignants (4 %) et d'étudiants en agriculture. Cette participation remarquable est pour nous un encouragement à poursuivre. De vos réponses, vous appréciez particulièrement la présentation de votre revue (58,4 % d'avis positifs et 37,5 % plutôt positifs) et vous aimez les sujets abordés : au total 96,9 % d'avis positifs ou plutôt positifs.

Nous tirons de nombreux enseignements de vos préférences en matière d'informations. Clairement, surtout si vous êtes agriculteurs/trices, les nouvelles réglementations et les démarches à entreprendre ont votre intérêt, plus que d'autres rubriques : respectivement 85 et 73 % d'entre vous ont répondu qu'ils « préfèrent tout à fait ». Si nous mettons une cote de 0 à 10 pour cette préférence, nous pouvons représenter celle-ci sous forme de graphique. Vos deux sujets préférés atteignent 9,3 et 8,5/10 ! Plus de 80 % d'entre vous trouvent intéressants ou très intéressants les *Dossiers* (95 %), les articles sur la gestion de l'exploitation (89 %) et les conseils de production et techniques agricoles (88 %), les articles expliquant les lois, décrets et arrêtés (86 %), les encarts (*Les Cahiers de l'Agri-*

culture : 83 %), les articles sur les marchés agricoles (83 %) ou encore l'actualité et les orientations régionales agricoles (81 %). Des différences dans l'appréciation des thèmes peuvent apparaître entre les types de lecteurs (les agriculteurs et les autres). En toute logique, ce sont les thèmes plus pratiques qui ont les meilleurs scores auprès des agriculteurs.

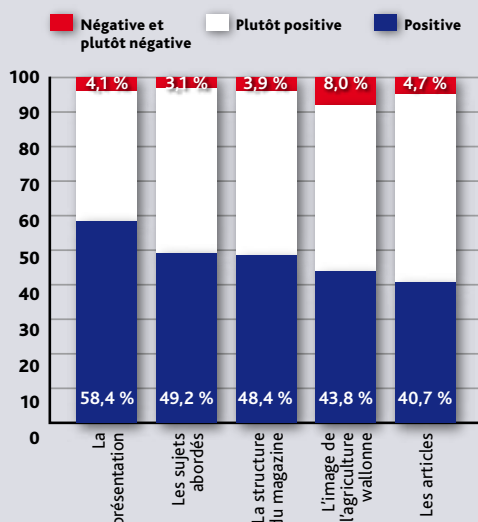
Les évaluations qui nous sont revenues à propos du site portail de l'agriculture nous encouragent à poursuivre notre action et à mieux vous faire connaître celui-ci <http://agriculture.wallonie.be>. En effet, si les deux tiers de nos lecteurs utilisent Internet au moins une fois par mois, ils ne sont que 20 % à connaître notre site. Cependant, les remarques et suggestions qui nous sont parvenues nous indiquent qu'il nous faut principalement améliorer la structure de ce site et les possibilités de navigation. Nous devons donc agir sur la clarté du site.

Plus que jamais, nous voulons vous satisfaire et vous nous y avez aidé. Merci.

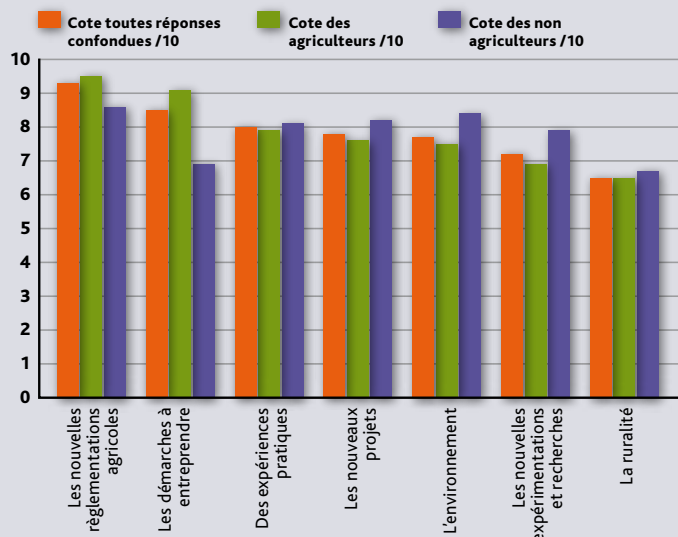
JEAN-LUC MATTHIEU,

DIRECTEUR DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

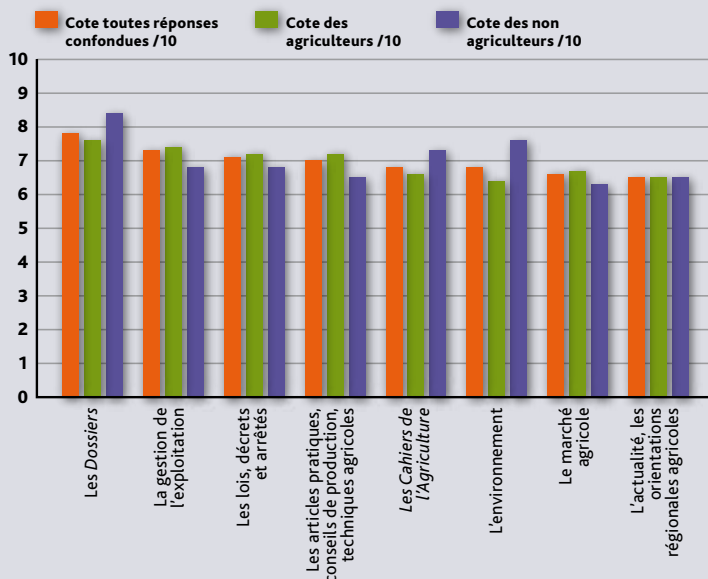
Votre appréciation d'agriculteurs et d'agricultrices sur le magazine (question 15)



Dans l'absolu, quels sujets préférez-vous, voudriez-vous voir abordés dans un tel magazine ? (question 16)



Parmi les rubriques les plus souvent présentées dans Les Nouvelles, lesquelles préférez-vous ? (question 17)



La fixation des fermages des terres et bâtiments agricoles

économie

5

La question des fermages en agriculture est à nouveau d'actualité car c'est cette fin d'année que de nouveaux coefficients vont être fixés et publiés¹ ; ils vont déterminer les niveaux des fermages des terres et des bâtiments agricoles pour la période 2008-2010. En fonction de cela, un rappel est ici fait des grandes lignes de la procédure suivie pour établir les montants de ces fermages agricoles.

Le recensement agricole nous apprend que, en Wallonie, un peu moins de 70 % des terres agricoles sont exploitées en faire-valoir indirect. Une partie des bâtiments agricoles (avec une importance relative nettement moindre) est également dans le cas. La mise à disposition de ces terres et de ces bâtiments par les propriétaires se fait moyennant une rémunération appelée le fermage. La fixation de ce fermage n'est pas entièrement libre car une loi, faisant partie de la législation générale sur le bail à ferme, met une limite maximale à son montant. Cette limite évolue dans le temps.

C'est la loi du 4 novembre 1969 (section III du livre III, titre VIII, chapitre II du *Code civil*) et ses modifications successives² qui règlent les principes généraux du bail à ferme ainsi que la limitation des fermages. En ce qui concerne cette limitation, on y relève notamment les éléments suivants :

- pour les terres et les bâtiments donnés en location, les fermages *maxima* autorisés correspondent à leur **revenu cadastral affecté d'un coefficient**,
- le Roi (les Régions depuis 2002) institue des **commissions provinciales des fermages**, composées de trois preneurs (locataires), de trois propriétaires fonciers et d'un fonctionnaire du ministère

Coefficients de fermage valables pour les terres agricoles – 1990 à 2007						
	1990/92	1993/95	1996/98	1999/01	2002/04	2005/07
Brabant wallon						
1. Région sablo-limoneuse	2,14	2,31	2,31	2,31	2,49	2,54
2. Région limoneuse	2,14	2,40	2,40	2,40	2,59	2,64
Namur						
1. Région limoneuse	2,55	2,63	2,71	2,85	3,00	3,09
2. Condroz	2,31	2,38	2,45	2,57	2,70	2,78
3. Région herbagère	2,00	2,06	2,12	2,23	2,35	2,42
4. Famenne	1,90	1,96	2,02	2,12	2,25	2,32
5. Ardenne	2,13	2,19	2,26	2,37	2,50	2,58
Luxembourg						
1. Ardenne	2,25	2,55	2,60	2,70	2,95	3,00
2. Famenne	2,20	2,40	2,45	2,50	2,75	2,80
3. Région herbagère	2,20	2,85	2,85	2,90	3,15	3,20
4. Région jurassique	1,96	2,45	2,45	2,55	2,70	2,75
Liège						
1. Région limoneuse	2,37	2,58	2,62	2,68	2,87	2,96
2. Région herbagère	2,30	2,60	2,66	2,69	2,84	2,93
3. Condroz	2,35	2,50	2,54	2,57	2,75	2,83
4. Haute Ardenne	2,30	2,65	2,76	2,79	2,89	2,97
5. Famenne	2,30	2,37	2,47	2,50	2,68	2,76
Hainaut						
1. Région sablo-limoneuse	2,30	2,40	2,48	2,58	2,60	2,71
2. Région limoneuse	2,50	2,60	2,68	2,79	2,85	2,96
3. Campine hennuyère	2,20	2,30	2,37	2,44	2,50	2,60
4. Condroz	2,25	2,35	2,42	2,49	2,58	2,68
5. Région herbagère	2,05	2,15	2,22	2,31	2,37	2,46
6. Famenne	2,00	2,10	2,17	2,24	2,35	2,44
7. Ardenne	2,10	2,20	2,27	2,34	2,45	2,55
Exemple : le fermage maximum qui pouvait être demandé cette année (2007) pour une parcelle située en province de Namur et en Condroz est égal au revenu cadastral de cette parcelle multiplié par 2,78.						

¹ Voir la presse hebdomadaire agricole, voir aussi le prochain n° des *Nouvelles*.

² Accord de coopération entre l'État fédéral et les Régions du 18 juin 2003 concernant des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture.

de la Région wallonne qui assume la présidence,

- avant l'expiration de la période de trois ans, ces commissions se réunissent **pour fixer**, pour chacune des régions agricoles représentée dans les différentes provinces, les **coefficients qui seront valables pour les trois années suivantes**.

Pour cela, les commissions se basent sur le rapport existant entre, d'une part, la rentabilité moyenne des exploitations dans chacune des régions agricoles au cours du triennat qui précède la dernière année de chaque période et, d'autre part, la rentabilité moyenne de ces exploitations au cours du même triennat de la période précédente,

- selon l'article 17 de la loi, la « rentabilité » s'entend du **rendement qu'une exploitation normale pouvait procurer au preneur**, compte tenu notamment de la qualité de la terre, du cours des produits et des charges afférentes à l'exploitation,
- des **majorations des montants des fermages sont permises** en cas de bail de longue durée ou de carrière.

L'arrêté royal du 11 septembre 1989 et ses adaptations successives (par exemple la création d'une commission de fermage

Evolution des fermages des terres agricoles – 1990-2005 (euros/ha)

Années	1990	1993	1996	1999	2002	2005
Régions agricoles						
Région limoneuse	180	186	198	209	220	230
Région herbagère liégeoise	159	167	166	174	188	197
Condroz	132	144	140	145	151	164
Famenne	93	98	94	94	99	111
Ardenne	91	97	104	115	121	136
Région jurassique	89	104	102	101	114	122
Région wallonne			156	162	171	179

En 2005, le fermage moyen des terres agricoles pour l'ensemble de la Wallonie atteignait 179 euros par hectare. Il était cependant de 230 euros en région limoneuse et de 111 euros en Famenne.

Source : SPF Economie – DGSIE (INS)

pour la Région de Bruxelles-Capitale) règlent le fonctionnement des commissions des fermages.

Les éléments principaux de cet arrêté sont :

- pour chaque commission, trois membres preneurs effectifs et trois membres preneurs suppléants sont nommés par l'autorité (actuellement le Gouvernement wallon) sur des listes de six candidats présentées par la Chambre provinciale d'Agriculture de la province concernée,
- pour chaque commission, trois membres propriétaires fonciers effectifs et trois membres suppléants sont nommés de la même façon sur des listes de six candidats présentées par la Fédération royale des notaires de Belgique,
- le président et le président suppléant de chacune des commissions font partie du ministère de la Région wallonne et sont au moins de rang 13 ;

- le secrétaire et le secrétaire suppléant de chacune des commissions sont nommés parmi les fonctionnaires des services extérieurs du département de l'Agriculture,
- toutes ces personnes sont nommées pour une période de 3 ans,
- la commission ne délibère valablement que si au moins deux preneurs et deux propriétaires sont présents ; elle décide par majorité simple ; en cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Le secrétaire n'a pas le droit de vote.
- les décisions prises par les commissions (nouveaux coefficients) sont publiées au *Moniteur belge*.

Considérations pratiques :

- les commissions se réunissent dans les provinces, en général dans les bâtiments des services agricoles extérieurs,
- le secrétaire convoque les membres à la date fixée par le président,
- le document de référence obligatoire (évolution des revenus) est préparé par la DGA (direction de l'Analyse économique agricole). Précédemment, le travail était effectué par le Centre d'Economie agricole (CEA). Les conclusions de ce document ne sont pas toujours suivies : les parties apportent leur propre argumentation.

ANDRÉ MOTOULLE, DIRECTEUR



Photo : MBW – Dircom – J. Carpentier : 7797, 4444, 7207, 7563

Plus d'informations

Division de la Politique agricole, DGA
Direction de l'Analyse économique agricole
Ilôt Saint-Luc
14, ch. de Louvain – 5000 Namur
T. : 081 / 64.94.35
F. : 081 / 64.94.66

Vins et vignobles de Wallonie

Photo : MRW – Dircom – JL Carpentier : 2058

PRÉSENTÉ PAR MICHEL DUMONT,
DIRECTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE
EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE ET
PHILIPPE DELAUNOIS,
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET
DE LA VULGARISATION.

Plus d'informations

Division de la Politique agricole, DGA
Direction de la Politique agricole
européenne et internationale
Michel Dumont
Ilôt Saint-Luc
14, chée de Louvain
5000 Namur
T. : 081 / 64.94.32
@ : mi.dumont@mrw.wallonie.be

Division de la Recherche, du
Développement et de la Qualité, DGA
Direction du Développement
et de la Vulgarisation
Philippe Delaunois
Même adresse
T. : 081 / 64.96.19
@ : ph.delaunois@mrw.wallonie.be

Un peu de la terre wallonne à déguster, en flûtes, en coupes, en ballons ou en tulipes, en blanc, rouge ou pétillant. Après les vins de fruits, le produit des vignobles de Wallonie trouve (à nouveau) sa place dans les celliers. Après avoir réussi à recréer le produit dans notre région, il fallait lui garantir une existence sur un marché très réglementé. L'Europe a mis en place un système de protection de sa production viticole duquel relèvent les premières appellations d'origine wallonne créées par les pouvoirs régionaux. *Les Côtes de l'Entre Sambre et Meuse* et *Les Vins de pays des Jardins de Wallonie* donnent au vin wallon un vrai cadre d'expansion. D'autres appellations sont en projet, comme pour les mousseux et les vins de table de Wallonie. Pour l'agriculture wallonne, c'est une nouvelle voie de valorisation de certaines terres. C'est aussi la renaissance d'un métier et d'un savoir qu'il faut prendre en considération. Dans ces pages, vous lirez le parcours d'un négociant en vin qui se fait producteur et d'un agriculteur et sa famille qui façonnent le premier crémant de Wallonie. Un toast à la production et à la qualité du vin de Wallonie.

La réimplantation des coteaux, la réinvention du vin de Wallonie

Début des années '60, le vignoble des Grands Malades est restauré à Huy (notre photo ci-dessus). Certains privés entretiennent encore jalousement quelques pieds de vigne dans la vallée mosane. Deux vignobles sont plantés à Torgny, un à Trazegnies, sur un terroir. Dans les années '90, le vignoble de l'abbaye de Villers-la-Ville est réhabilité, puis celui de l'abbaye de Soignies. D'autres initiatives sont entreprises à Gilly, Nivelles, Boussu, Olloy-sur-Viroin, ... Les deux vignobles présentés ici, implantés à Emynes et à Haulchin, sont parmi les plus récents.

La vitivinic

Historique de la vitiviniculture

Riche d'histoire et de traditions culturelles, chargée de sens dans les domaines économique, social et environnemental, la vigne (*Vitis Vinifera*) est une espèce végétale autochtone de l'aire géographique européenne. La culture de la vigne est attestée à l'âge du bronze (3000 - 1500 av. J.-C.) en Asie Mineure, en Egypte et dans les îles de la Mer Egée, pour être ensuite diffusée par les colonies grecques et la conquête romaine dans tout le bassin méditerranéen et dans des régions plus septentrionales au Moyen-Age.

Depuis lors, la vigne et le vin ont marqué de leur empreinte l'histoire des hommes dans tout le bassin méditerranéen : la mythologie et les religions, les arts, les habitudes alimentaires et le commerce, la médecine même portent la marque millénaire de la vigne et du vin. Faut-il rappeler les mentions bibliques du vin et son rôle dans la mythologie antique et ensuite dans la symbolique et la liturgie chrétiennes (vin de messe) ? La culture de la vigne a aussi façonné les paysages agricoles de l'Europe méridionale mais aussi de régions plus septentrionales telles que le l'Alsace, le Luxembourg, l'Allemagne rhénane ou encore la Hongrie.

Le vin est dès lors entré dans les habitudes alimentaires de ces régions ; doux ou alcoolisé, il représente un aliment énergétique qui complète l'alimentation frugale des temps anciens ; il est en outre une boisson qui secrète l'euphorie, la joie et est devenu le symbole de l'hospitalité jusqu'à occuper une place centrale dans la gastronomie et le tourisme.

En plus de 2.000 ans, la viticulture a pris une importance telle qu'il a fallu arrêter des règlements régissant dans leurs moindres détails la production et le commerce du vin, prévoir des dispositions draconiennes contre les fraudes, des mesures de limitations des surfaces cultivées dans les périodes critiques d'excédents, instaurer des organisations de marché, cependant que le vin demeurait une source inépuisable et irremplaçable de recettes fiscales...

Comme toute l'agriculture, le secteur vitivinicole a connu un déclin lors de la décadence de l'Empire romain et des invasions barbares. Les ordres monastiques furent alors d'un grand secours : à l'abri de leur couvent, les moines surent conserver et garder vivantes les techniques agricoles, notamment celles de la vinification. C'est à partir du XVI^e siècle que la vigne et le vin purent à nouveau s'épanouir, la production et le commerce du vin devenant alors un fait international.

La découverte de l'Amérique ouvrit enfin à la vigne les portes du monde entier : la vigne fit souche dans les régions tempérées du globe, du Chili à la Californie, de l'Afrique du Sud à l'Australie et à la Nouvelle Zélande. Le phylloxera, qui faillit faire disparaître en Europe la culture de la vigne à la fin du XIX^e siècle, fut vaincu grâce aux plants venus du nouveau Monde.



A partir du XV^e siècle, dans ce qui deviendra bien plus tard la Belgique, l'augmentation de la population des villes et leur extension géographique ont eu pour conséquence de diminuer les vignobles situés autour des murs d'enceinte et de les remplacer progressivement par des cultures maraîchères. Ce phénomène s'est encore accentué durant l'industrialisation des zones urbaines. A partir de cette époque, les conditions climatiques ont également rendu la culture de la vigne plus difficile et l'amélioration des voies de communications ont rendu nos régions plus accessibles aux vins français, allemands ou luxembourgeois, plus compétitifs. C'est ainsi que la vigne avait presque entièrement disparu des régions septentrionales au XIX^e siècle.

Cependant, depuis les années soixante, on assiste à une renaissance de la vitiviniculture en Wallonie et en Flandre, d'abord de nature folklorique mais progressivement plus sérieuse au point qu'une réglementation a vu le jour visant à la reconnaissance de plusieurs



Photo : DGA – Ph. Delaunois, d33

appellations d'origine : *Côtes de Sambre et Meuse*, *Vin de pays des Jardins de Wallonie*. Prochainement devrait être publié un arrêté portant agrément des *vins mousseux de qualité de Wallonie* et des *Crémants de Wallonie*.

A l'heure actuelle, avec 75 hectares et une production d'environ 4.000 hectolitres, la vitiviniculture belge fait entrevoir de belles perspectives pour les années à venir.

Parmi les vignobles wallons, on peut citer le *Domaine du Chenoy* à Emines, au nord de Namur et le *Vignoble des Agaises* à Haulchin (Estinnes) qui produit un excellent Chardonnay mousseux et qui s'est vu décerner une médaille d'argent au *concours international de Lisbonne* en 2005. Ajoutons enfin que depuis 2005 se réunit plusieurs fois par an la *Commission d'agrément des vins wallons* pour procéder à la reconnaissance des vins de Wallonie. Trois appellations existent pour la production flamande : *Hagelandse wijn*, *Haspengouwse wijn* et *Heuvelandse wijn*.

C'est au Moyen-Age (IX^e siècle) qu'est apparue la culture de la vigne en nos contrées : les versants de la Meuse étaient cultivés en raison de leur bonne exposition au soleil. A la fin du Moyen-Age, chaque ville possédait son propre vignoble ; c'est ce qui est attesté dans la toponymie par des termes comme : Wijnberg, Vinalmont, La Vignette, etc. Il faut rappeler que les monastères produisaient du vin notamment pour la célébration liturgique. Le vin offrait en outre une garantie hygiénique face à l'eau souvent contaminée.

Les vins de Wallonie. Appellations d'origine

A la demande du producteur, sur avis de l'organisme certificateur, une appellation d'origine contrôlée peut être accordée à un cru produit en Région wallonne. Deux appellations wallonnes sont à présent certifiées, bientôt quatre.

Les Côtes de Sambre et Meuse, vin de qualité d'appellation d'origine contrôlée (vin de qualité produit dans une région déterminée, VQPRD)¹.

Au cahier des charges, notamment :

- la zone de production : bassin hydrographique de la Meuse,
- les vingt-quatre cépages autorisés,
- les procédés œnologiques particuliers,
- la soumission à l'analyse et l'appréciation des caractères organoleptiques,
- le rendement maximum de production : 65 hl/ha.

Dans cette catégorie, on peut trouver, p. ex., *Les Côteaux de Dame Palate* (Chokier) ou le *Clos du Zouave* (Biercée).

Le Vin de pays des Jardins de Wallonie, vin de table avec indication géographique².

Au cahier des charges, notamment :

- la limitation géographique de la récolte et de la production : Wallonie,
- les cépages autorisés : cépages appartenant à l'espèce *Vitis Vinifera*,
- les procédés œnologiques particuliers,
- la soumission à l'analyse et l'appréciation des caractères organoleptiques,
- le rendement maximum de production : 90 hl/ha (et production minimale par lot fixée à 60 l).

Sous cette appellations, on peut trouver p. ex., le *Domaine viticole Philippe Grafé*, sprl (Emines), le *Vin de la confrérie du vignoble de l'abbaye de Villers-en-Brabant* (Villers-la-Ville).

L'organisme certificateur est la Fédération belge des vins et spiritueux, 13 B 5, rue de Livourne 1060 Bruxelles – T. : 02 537 00 51.

Deux nouvelles appellations wallonnes sont en chantier, une appellation *vin de table* et celle des *Crémants de Wallonie*³.

¹ arrêté ministériel du 27 mai 2004 portant agrément des *Côtes de Sambre et Meuse* comme vin de qualité d'appellation d'origine contrôlée VQPRD (MB du 4/11/2004).

² arrêté ministériel du 27 mai 2004 portant agrément des *vins de table avec indication géographique* comme *Vin de pays des Jardins de Wallonie* (MB du 15/6/2004) et sa modification du 29 mai 2007.

³ Texte : DAT.



Photo : DCA - Ph. Delaunoy, d33 (2891)

Organisation c Vitivinicultu

L'importance socioéconomique de la production vinicole dans l'UE, qui, par ailleurs, nécessitait régulièrement des interventions publiques vu les déséquilibres fréquents du marché, a amené les promoteurs du *Traité de Rome* en 1957 à inclure le vin dans la liste des produits agricoles devant faire l'objet de la *Politique agricole commune* (PAC) et des organisations communes de marché liées. L'organisation commune de marché vitivinicole voyait le jour en 1970. Ses finalités étaient celles fixées par l'article 39 du *Traité de Rome* : accroître la productivité du secteur,

assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, stabiliser le marché, garantir la sécurité des approvisionnements et assurer un prix raisonnable aux consommateurs.

L'OCM vitivinicole, contrairement aux autres organisations communes de marché (qui comportent essentiellement des éléments relatifs à la gestion des marchés : régime des prix, règles d'intervention, régime des échanges avec les pays tiers) réglemente en plus de ces domaines d'action d'autres aspects plus techniques tels que le potentiel viticole, les pratiques

œnologiques, les règles de désignation et de présentation des vins, la protection des appellations, etc. : il s'agit ici d'un produit déjà transformé et hautement différencié plutôt que d'une production agricole primaire.

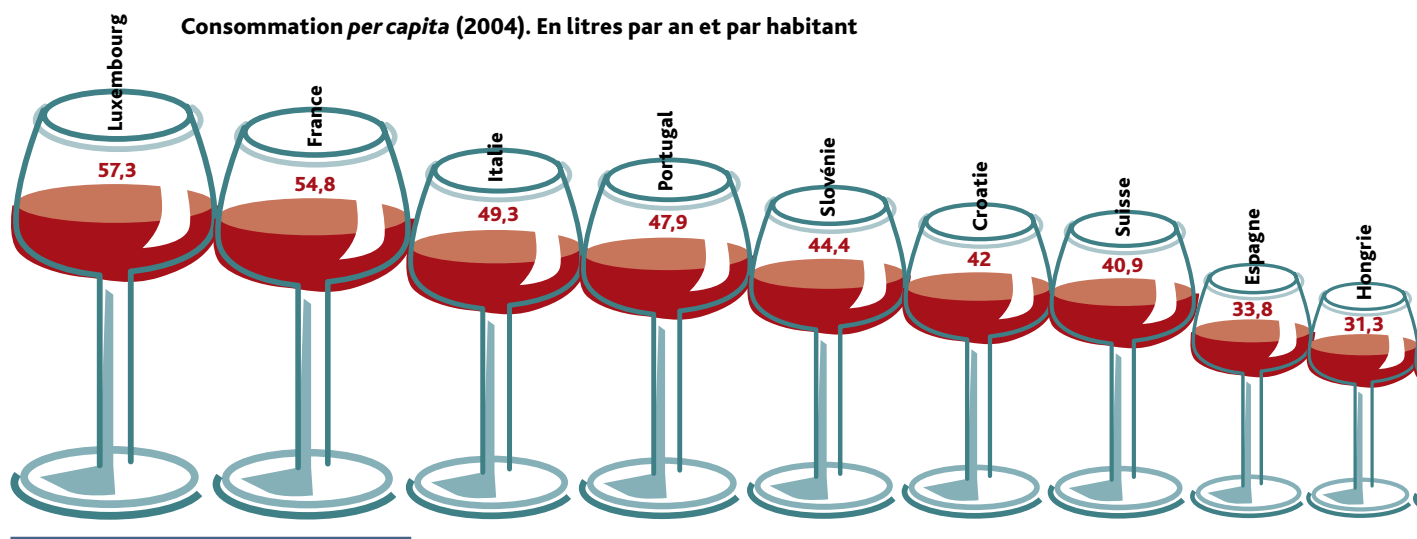
L'OCM vin s'organise ainsi autour de quatre axes :

- 1. mesures de nature structurelle** relatives au potentiel de production : inventaire des parcelles, droits de plantation, arrachage, restructuration et reconversion de vignobles,
- 2. mesures d'intervention** sur le marché : stockages public et privé, distillations obligatoires et facultatives (distillation des excédents),
- 3. mesures réglementaires** : pratiques œnologiques, règles spécifiques pour les vins de qualité, indications géographiques, étiquetage, organisation de producteurs,
- 4. mesures concernant le régime des échanges avec les pays tiers** : droits de douane à l'importation et restitutions à l'exportation.

Au niveau communautaire, l'élargissement à vingt-sept membres, la diminution de la consommation, l'augmentation de la production et des importations des vins du « nouveau Monde » et la stagnation des exportations rendent nécessaire une réforme de l'actuelle organisation commune du marché vitivinicole, basée sur

Le vin en Europe et dans le monde (2005)

2005	Union européenne UE 25	Monde	Part UE
(millions d'hectares)			
Surface	3,6	7,9	45 %
(millions d'hectolitres)			
Production	181,8	280	65 %
Consommation	130	228	57 %
Exportations 2004	51,3 (intra UE : 37,5)	77	66 %
Importations 2004	46,9 (intra UE : 35,2)	74,3	63 %

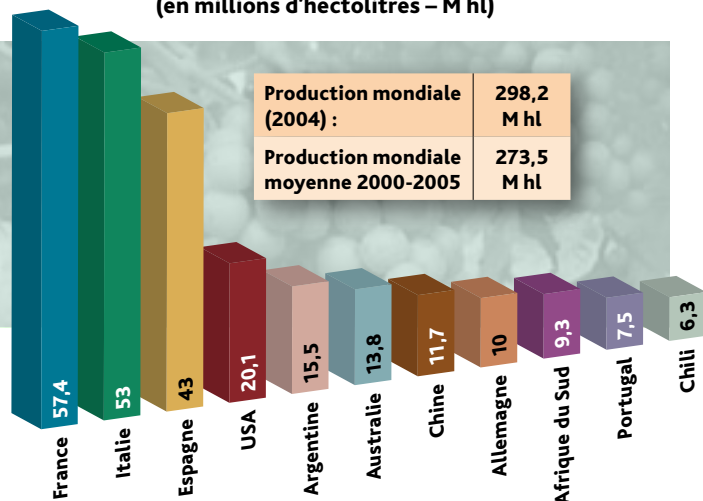


ommune de marché re et marché mondial

dossier

11

**Production mondiale (2004) : principaux producteurs
(en millions d'hectolitres – M hl)**



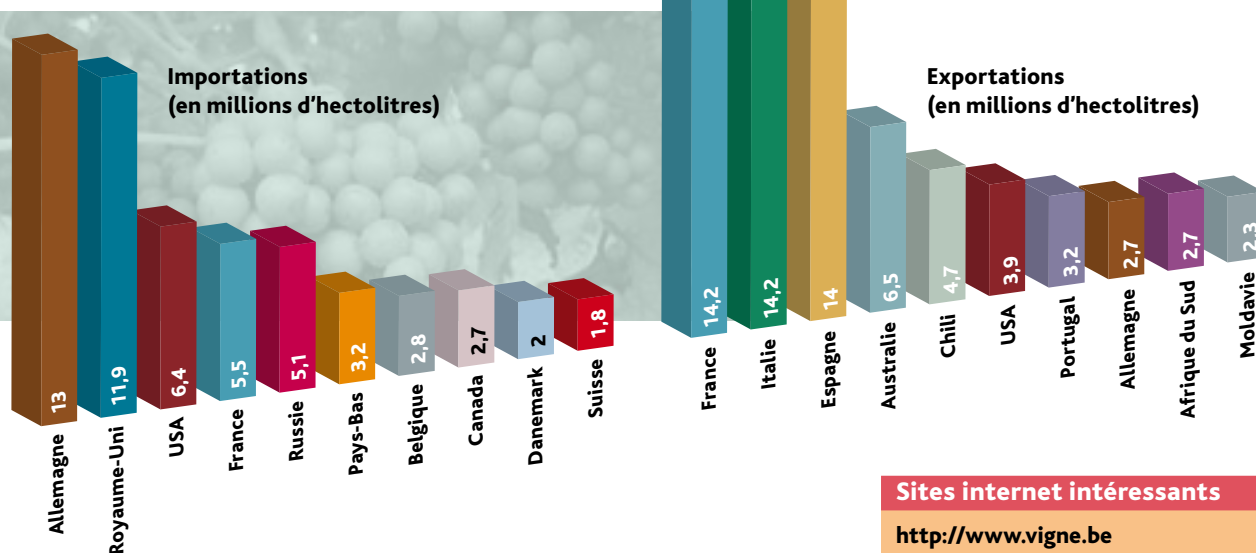
Production mondiale (2004) :	298,2 M hl
Production mondiale moyenne 2000-2005	273,5 M hl

le règlement n° 1493/1999 du Conseil. Il faut en effet à la fois, par des règles claires et simples, maîtriser la production, mieux utiliser les ressources budgétaires afin de promouvoir la qualité du vin communautaire dans le monde, conserver le tissu social des zones rurales et respecter l'environnement. L'Union européenne compte 2,4 millions d'exploitations viti-vinicoles sur une superficie de 3,6 millions d'hectares soit 2 % de sa surface agricole totale. L'Union européenne se situe donc, dans ce secteur, au premier rang, pour les surfaces de vignobles, la production, la consommation, les exportations et les importations.

MICHEL DUMONT,

DIRECTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE EUROPÉENNE
ET INTERNATIONALE

Marché mondial du vin (2004)



Sites internet intéressants

<http://www.vigne.be>
<http://www.agrisalon.com/viticulture>
<http://www.viti-net.com>
<http://www.oiv.int>
<http://www.domaine-du-chenoy.com>

Plus d'informations

Division de la Politique agricole, DGA
 Direction de la Politique agricole
 européenne et internationale
 Michel Dumont
 Ilot Saint-Luc
 14, ch. de Louvain – 5000 Namur
 T. : 081 / 64.94.32
 @ : mi.dumont@mrw.wallonie.be

Être vigneron de métier en RW

Une viticulture professionnelle est-elle concevable en Région wallonne ?



Philippe Grafé,
Producteur-éleveur
et négociant wallon

P.G. : « Il y a cinq ans, pour fêter mon soixante-cinquième anniversaire, je décidais de créer en Wallonie une exploitation vitivinicole de 10 hectares à partir d'une jachère et d'une petite ferme quasi en ruine. La découverte de l'existence de nouvelles variétés de vignes, classifiées depuis 1996 au niveau européen, présentant une meilleure aptitude de résistance aux maladies cryptogamiques que les variétés traditionnelles et mieux adaptées dans leur cycle végétatif au climat du nord m'a convaincu de la possibilité d'un renouveau extraordinaire pour la viticulture et d'une potentialité réelle de certains sites wallons bien exposés pour la plantation de vignes. La perspective de pouvoir produire chez nous des vins rouges de qualité avec une chance de réussite égale à celle des cultu-

res fruitières traditionnelles, tout en limitant l'usage des pesticides et autres produits chimiques, m'a conduit à la création de cette entreprise, ce qui représente un investissement en fonds propres de plus de 1.300.000 € ».

En robe écarlate

« Aujourd'hui, le Domaine du Chenoy dispose des infrastructures nécessaires à son bon fonctionnement. Sur le plan viticole, les 6 premiers hectares, plantés en 2003, ont produit en 2005 plus de 50.000 bouteilles dont l'évolution est excellente. La deuxième vendange faite en 2006 sur les mêmes parcelles et sur les 2 hectares plantés en 2004 représente près de 40.000 litres de vins très réussis. La récolte 2007 va porter pour la première fois sur la totalité du vignoble, avec la perspective d'une récolte réduite mais de qualité, malgré la médiocrité des conditions climatiques durant l'été.

Parvenir à produire, en Wallonie, des vins rouges colorés et fruités, d'un style et d'une qualité comparables à ceux de vignobles plantés à 500 ou 1.000 kilomètres plus au sud, est devenu pour le Domaine du Chenoy, une réalité concrète, avec une production en 2006 de 34.000 bouteilles issues des cépages Régent et Pinotin. Elles seront proposées aux amateurs dès ce mois d'octobre 2007. Sur le plan immobilier, après la restauration du cuvier en partie détruit par un incendie en novembre 2004, un nouveau bâtiment a été construit en 2005. Celui-ci comprend une salle de réunion et de dégustation, un bureau, une boutique, ainsi que 250 m² de caves et atelier. En ce qui concerne l'équipement, l'exploitation dispose de tout le matériel nécessaire à l'entretien des vignes et des installations de vinification et d'élevage les plus modernes (cuves inox thermo-régulées, fouloir égrappoir, pompe à vendanges, filtre, etc.) ».



Le vignoble du Domaine du Chenoy à Émines.

Centre de référence et d'expérimentation pour la Région wallonne (CRE)

En 2006, Le Domaine du Chenoy a été agréé comme centre de Référence et d'Expérimentation vitivinicole par la direction générale de l'Agriculture.

P.G. : « Cette agréation, renouvelée en 2007, conforte au Domaine du Chenoy le rôle et la vocation d'exploitation pilote que j'espérais lui donner. En effet, comment susciter chez des professionnels l'envie d'une diversification intéressante sans disposer d'une infrastructure permettant de voir le fonctionnement d'une exploitation viticole depuis le choix de l'encépagement jusqu'à la potentialité qualitative de sa production.

Le travail qui a été réalisé jusqu'à présent a porté essentiellement sur l'accueil et l'information de groupes : visite du vignoble et des installations de vinification avec dégustations. Les objectifs que nous nous sommes fixés dans le cadre du CRE comportent trois volets, l'un didactique, l'autre technique et le troisième agronomique. La partie didactique vise à organiser des stages de formation sur les différents travaux de la vigne : taille, palissage, ébourgeonnage. Ils sont accessibles à toute personne intéressée, et s'échelonnent au cours de l'année afin de privilégier le caractère concret et pratique de l'initiation. Ces stages s'adressent essentiellement à des professionnels du secteur agricole désireux de connaître les différents aspects de la profession de vigneron.

Le premier volet technique prévu permet d'avoir un aperçu des travaux mécaniques du vignoble (ébourgeonnage, effeuillage, rognage, pulvérisation, hersage du cavaillon, entretien des rangs, etc.), l'étude du matériel, et le travail sur le terrain. Le deuxième volet technique explique la transformation de la vendange et l'étude du matériel : technique de cueillette, égrappage, foulage, pressurage, vinification en blanc et en rouge, filtration, analyse. Le troisième volet aborde l'aspect agronomique et phytotechnique de l'activité. L'objectif est de présenter un aperçu des maladies et des ravageurs de la vigne et les moyens disponibles et autorisés pour les combattre dans une optique de lutte raisonnée.

Il est également envisagé, selon les disponibilités en temps, de présenter de manière didactique l'histoire de la viticulture en Wallonie, l'étude des cépages, ainsi que d'effectuer des dégustations comparatives, etc.

Les différentes actions énoncées ci-dessus sont envisagées très prochainement : dans les mois à venir ces structures vont se mettre en place grâce aux moyens financiers qui découleront de la mise en marché de la récolte 2006.

Il me paraît nécessaire d'insister sur le fait que le rôle principal de ce CRE est de démontrer que la culture de la vigne peut constituer une diversification intéressante et rentable pour un agriculteur possédant les terrains appropriés (versants sud, sol avec bon drainage, sols calcaires, sols caillouteux, ...).



dossier

13

Conserver, bonifier...

« Le raisin est un fruit fragile d'une conservation relativement courte dans le temps, même avec l'aide d'installations frigorifiques coûteuses, alors que la transformation en vin et le conditionnement en bouteilles permettent non seulement la conservation mais aussi la bonification pendant plusieurs années et offrent donc au producteur la possibilité d'en organiser la commercialisation dans des conditions plus stables et plus rentables.

Dans un marché belge représentant une vente annuelle de 250 millions de bouteilles, une production wallonne de 500.000 bouteilles ne représenterait que 2 % de la consommation. Dans ces conditions, sans bouleverser le secteur vitivinicole mondial ni mettre en péril l'organisation commune de marché vitivinicole de l'Union européenne, une viticulture wallonne sera assurée d'excellents débouchés dès lors qu'elle offrira des vins de qualité à un prix correct ».

Une route des vignobles de Wallonie ?

« La Région wallonne a créé une appellation d'origine contrôlée Côtes de Sambre et Meuse et une dénomination géographique Vin de pays des Jardins de Wallonie. Selon moi, cette législation est en tout point identique à celle de grandes régions de productions françaises, et donne dès à présent à la production wallonne une garantie de sérieux et de qualité qui ne peut que conforter sa crédibilité, et encourager d'autres initiatives vers cette voie de diversification.

Dans cette optique, j'ai la grande satisfaction de saluer l'initiative de la famille Baele de Bovesse qui a décidé, il y a deux ans, la plantation d'un vignoble de 5 hectares sur une parcelle très bien exposée et contiguë à mon exploitation. Il est indéniable que l'existence d'un vignoble d'une

certaine envergure avec l'équipement ad hoc suscite beaucoup d'intérêt auprès du public et représente un potentiel important sur le plan touristique. Si, dans les années à venir, l'exemple du Domaine du Chenoy, qui a déjà accueilli plusieurs milliers de visiteurs, est suivi, on peut raisonnablement tabler sur la naissance d'une route des vignobles de Wallonie sillonnant nos campagnes pittoresques à la découverte des vignes et des vins. L'enjeu vinicole n'est donc pas uniquement agricole mais également touristique par son potentiel d'attractivité et par les synergies nouvelles que cela pourrait créer avec les attractions déjà existantes ».

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE DELAUNOIS,
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT
ET DE LA VULGARISATION



Photo : DCA - Ph. Delaunais, d33

Plus d'informations

Domaine viticole Philippe Grafé, sprl
Domaine du Chenoy
M. Philippe Grafé
1B, rue du Chenoy
5080 Emînes (La Bruyère)
T. : 081 / 74.57.44
Gsm : 0495 / 54.57.44
@ : grafe.p@tiscali.be

Une famille d'agriculteurs

Le Vignoble des Aga

le pari d'une diversifi



Photos : DCA - Ph. Delaunais, d33

Affleurement de granulats crayeux.

Meunier. En 2007, 3,6 nouveaux hectares de vigne sont plantés. Avec l'élargissement du domaine viticole, c'est un rendement d'environ 11.500 kg de raisins par hectare qui est attendu, ce qui signifie un rendement en volume d'environ 75 hectolitres par ha. Les propriétaires se sont ainsi fixé l'objectif d'une production annuelle de 100.000 bouteilles de vin mousseux. Il s'agit d'un produit fini de qualité et reconnu comme tel : la *Cuvée Ruffus 2005* a été récompensée par la *Médaille d'Argent au Championnat du Monde 2007 des Chardonnay* et également par la *Médaille d'Argent au Concours Mondial du Vin de Bruxelles 2007*.

Prestige et pétilement

Le lieu-dit *Les Agaises* à Haulchin présente toutes les caractéristiques requises : un sol très riche en calcaire avec d'excellentes capacités de drainage. Les granulats crayeux y affleurent en abondance. Les parcelles, orientées plein sud, profitent d'un niveau d'ensoleillement optimal. En mai 2002, 20.000 pieds de vigne du cépage *Chardonnay* sont plantés sur deux hectares et les aménagements d'une dépendance de la ferme sont entrepris, pour l'installation d'un chai. Le domaine s'agrandit en 2004 (2 ha), en 2005 (2 ha) et introduit alors deux autres cépages : le *Pinot Noir* et le *Pinot*

Distribution efficace des responsabilités

La société *Le Vignoble des Agaises* consiste en une association entre les frères Delbeke, M. Raymond Leroy et M. Thierry Gobillard, viticulteur



Remueur-Gyropalettes.

L'année viticole

- Hiver et début du printemps : opérations de taille, de liage, de désherbage et de fertilisation,
- mai, juin et juillet : activités de palissage de la vigne (deux à trois passages) et traitements fongicides (lutte contre le mildiou, l'oïdium, le botrytis),
- septembre à octobre, les vendanges : la date est déterminée en fonction du taux de sucre (pour obtenir un taux d'alcool avoisinant les 10 %). Il y a des variations d'une année à l'autre selon la durée et la qualité de l'ensoleillement durant les mois précédents.

gagnée par la passion vitivinicole

ises : cation réussie ...

Le vignoble des Agaises est un bel exemple abouti de diversification et d'utilisation du sol en fonction de ses caractéristiques particulières.



L'exploitation de la famille Delbeke se situe à Haulchin, une section de la commune d'Estinnes, dans la province de Hainaut. Initialement exploitation mixte consacrée aux grandes cultures, à l'élevage et à la production laitière. Elle s'est spécialisée depuis plus de vingt ans dans la production, la multiplication, le stockage, et la commercialisation de plants de pommes de terre. Aujourd'hui et depuis 2002, elle consacre aussi une partie de son activité à la vigne et au vin.

L'exploitation s'est donc dotée d'un fonctionnement réparti sur trois unités, *La Ferme de la Tour*, *Comexplant* et *Le Vignoble des Agaises*.

La Ferme de la Tour, sa, s'occupe de la multiplication et de la production des différentes variétés de plants de pomme de terre (3.500 tonnes par an) sur une superficie de 100 ha en exploitation propre et 20 ha auprès d'agriculteurs multiplicateurs. Elle continue également à produire des céréales, des betteraves, du lin, du colza et des pois, de manière à respecter les plans de rotation sur les parcelles.

La société coopérative *Comexplant* s'occupe du triage, du stockage, du conditionnement et de la commercialisation des plants de pommes de terre produits par *La Ferme de la Tour*.

Enfin, la dernière en date, *Le Vignoble des Agaises*, a été créée en 2002, après que M. Raymond Leroy, œnologue et négociant en vins a réussi à convaincre par sa grande motivation la famille Delbeke pour qu'elle s'associe à la concrétisation de son projet : implanter un vignoble en Wallonie, sur une terre ayant les caractéristiques pédologiques propices à cette spéculation pour la production d'un vin effervescent (vin mousseux).

œnologue à Hautvillers (Champagne), auxquels sont venus s'en ajouter MM Michel Wanty, Joel Hugé, et Henri Larsille.

A présent, bien encadré et conseillé par son associé, viticulteur champenois, M. Delbeke s'occupe actuellement de toutes les opérations culturales de la vigne.

Aux vendanges, le *Vignoble des Agaises* fait appel aux amis, à la population locale et à toute personne disposée à y participer bénévolement. L'ambiance est conviviale, l'aspect social est privilégié, notamment lors des repas préparés pour toute l'équipe. En outre, les responsables de la société veillent à s'associer également aux événements folkloriques locaux (à Binche entre autres).

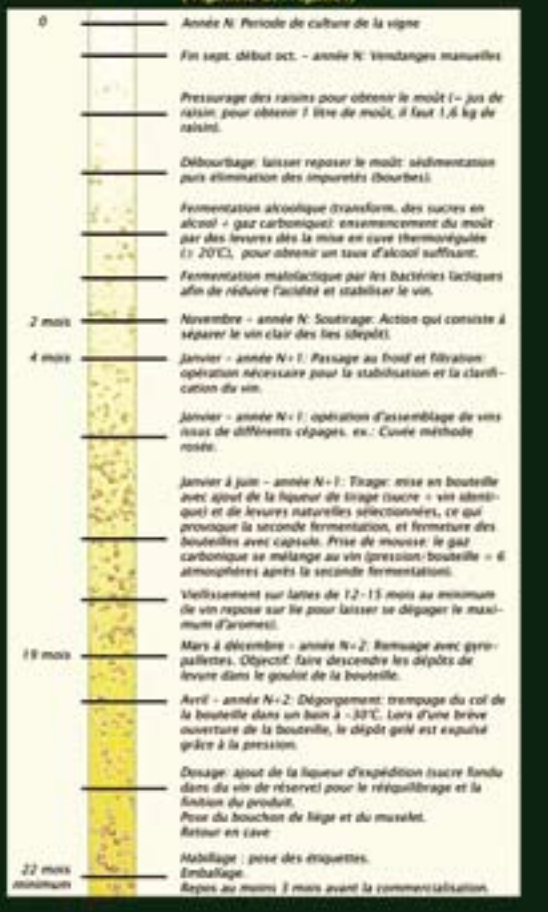
Toutes les opérations liées à la vinification et à l'élaboration du vin mousseux (voir l'encadré reprenant les étapes successives p. suivante) sont réalisées par l'associé viticulteur œnologue champenois, à l'aide de ses machines et de ses appareillages



spécialisés qu'il amène sur place.

Ce qui a trait au marketing et à la commercialisation est pris en charge par l'associé négociant en vins, tout comme les contacts avec les media et l'organisation des journées portes ouvertes, les salons des vins, les concours et les démarches liées à la distribution.

Elaboration du vin mousseux (Vignoble des Agaises)



Philippe Delaunois

Un investissement important pour des résultats prometteurs

Toute diversification nécessitant un capital de départ important ne peut être envisagée sérieusement que si la situation financière de l'entreprise agricole est saine. Selon l'exploitant, pour entreprendre une activité de diversification dans le secteur de la viticulture, si l'on cherche à offrir un produit de qualité professionnelle, il est nécessaire de disposer d'un capital de départ d'environ 250.000 €. Il est indispensable de bien s'informer auprès de sources de renseignements fiables, de professionnels du secteur



Pressoirs de type Champagne.

Photo: DGA - Ph. Delaunois, d33

vitivinicole, et de s'entourer de personnes compétentes, afin de faire face aux innombrables défis et difficultés auxquels un viticulteur débutant est confronté. Une formation spécifique à cette spéculation est nécessaire.

Les coûts et les conditions à prévoir pour débiter ce type d'activité

Pour la culture de la vigne

- **La terre**: les parcelles bien orientées (au sud), présentant des caractéristiques pédologiques appropriées à la vigne (un sol avec un bon drainage, un terrain caillouteux, crayeux, ...). La surface minimum de départ doit être d'au moins 2 hectares.
- **Les pieds**: plantation de 2 ha de vignes: 60.000 €.
- **Les machines**: tracteur enjambeur et équipements d'occasion: 50.000 €.
- **Divers**: petit matériel pour l'entretien et le travail de la vigne: 5.000 €.



Chaîne d'embouteillage

Pour l'aménagement du chai

Pour la vinification et l'élevage, le Vignoble des Agaises s'est équipé d'installations modernes, deux pressoirs de type Champagne (2.000 et 4.000 kg), des cuves en acier pour le débouillage et le soutirage, des cuves en inox (avec système de thermorégulation par circulation d'eau froide) pour les étapes de fermentations et des cuves en polyester à chapeau flottant (qui s'ajuste au niveau du vin dans la cuve et permet ainsi d'éviter l'oxydation du vin).



Introduction de deux autres cépages: le Pinot Noir et le Pinot Meunier.

- **L'immobilier**: pour l'aménagement de bâtiments agricoles existants: 50.000 € (prix hors coût du bâtiment lui-même).
 - **Le matériel**: pour les cuves diverses: 50.000 €, pour les pompes et le petit matériel de cuverie: 15.000 €, pour le pressoir: 10.000 €.
- (Selon, l'exploitant, M. Delbecke).

Pour le fonctionnement

La culture et l'entretien de la vigne:

la main-d'œuvre et les consommables: à hauteur de 45 % des frais de fonctionnement.

Les frais de cuverie: les interventions et prestations de l'œnologue, plus les frais divers pour la finition du produit (bouteilles, bouchons, habillage, ...): 50 %.

Les vendanges et la commercialisation: par le négociant en vin: de l'ordre de 5 %.

Cette diversification réussie a été rendue possible grâce à une synergie entre plusieurs acteurs qui ont mis leurs compétences ou leur savoir-faire en commun. La commercialisation des vins produits au Vignoble des Agaises s'effectue essentiellement du producteur au consommateur final.

PHILIPPE DELAUNOIS,
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA
VULGARISATION

Plus d'informations

Vignoble des Agaises
18, rue E. Lefébure
7120 Haulchin
@ : info@vignobledesagaises.be
<http://www.vignobledesagaises.be>



Cartographie des gènes. A chaque famille, espèce, race, son génome. Aujourd'hui, le séquençage ADN permet de révéler jusqu'à la mutation d'un seul gène chez un individu de la race, pour une plus grande maîtrise de la modification génétique.

Les OGM, une clé pour l'avenir ?

Des innovations scientifiques sont annoncées quasiment tous les jours. Sans rentrer dans le débat « pour ou contre » et sans aborder les aspects législatifs, voici un état des connaissances en matière d'OGM.

Les techniques analytiques d'aujourd'hui permettent la détermination moléculaire et donc la connaissance dans le moindre détail de l'ensemble du génome des organismes dont l'élément de base est l'ADN. Ainsi, le **séquençage complet** du génome (demandant plusieurs années de travail) est terminé pour un certain nombre de micro-organismes, de plantes, d'animaux supérieurs et aussi pour l'homme. Même des différences entre individus au sein d'une même espèce voire d'une même race, pouvant s'exprimer sous la forme d'une mutation ponctuelle sur un chromosome déterminé, c'est-à-dire une mutation au niveau d'une seule paire de bases parmi les 2,9 milliards que compte par exemple le génome bovin, sont actuellement répertoriées. Ces mutations ponctuelles sont appelées des *Single Nucleotide Polymorphisms* ou SNP, dont plus de 50.000 sont déjà caractérisées et rensei-

gnées dans les bases de données publiques. Des portions bien spécifiques de cet ADN forment les gènes. En d'autres termes, un gène correspond à du matériel génétique qui code pour une seule protéine bien déterminée. La **cartographie des gènes** permet d'identifier ceux qui sont impliqués dans le déterminisme de certains caractères importants. Encore une fois, l'exemple du génome bovin illustre les progrès accomplis en moins de 10 ans. En 1995, la carte bovine contenait 314 gènes localisés. En 2003, cette carte s'est considérablement enrichie avec plus de 2.500 gènes localisés. Le décryptage de cette information est déjà largement mis à profit en médecine humaine. Dans le domaine agricole, il est surtout appliqué au niveau de la sélection génétique, tant chez les plantes que chez les animaux : on parle ici de la **sélection assistée par marqueurs**.



Ce poulet génétiquement modifié doit produire des protéines utiles à lutter contre le cancer (GB).

Plusieurs projets de recherche financés par la DGA sont basés sur cette technologie et visent, entre autres, une amélioration de la qualité des produits, une augmentation des rendements de production ou encore une meilleure résistance aux maladies. Les OGM constituent une possibilité de sélection. Un **organisme génétiquement modifié** ou OGM est un organisme dont le matériel génétique a été modifié d'une manière dirigée qui ne s'effectue pas naturellement. En faisant appel à la technique de **transgénèse**, il est possible de conférer un caractère nouveau ou amélioré à un organisme donné, c'est-à-dire de transférer chez un organisme un gène qui existe et s'exprime chez une autre espèce et qui sera transmissible à la descendance. Cependant, l'insertion du nouveau gène se fait à un endroit aléatoire du génome de l'hôte, risquant ainsi d'entraver l'expression d'un gène essentiel initial. Une bonne partie du travail consiste alors à trier les individus ayant intégré le nouveau gène mais où il n'y a aucune conséquence sur les autres caractères exprimés par l'hôte. Des recherches se focalisent maintenant sur la réalisation de **recombinaisons homologues**, c'est-à-dire sur le remplacement d'un gène bien connu et parfaitement localisé par un autre. De plus, il devient possible, dans certains cas, d'« orienter » l'information génétique introduite par transgénèse pour qu'elle ne s'exprime que dans des organes spécifi-

ques, comme par exemple le grain ou les feuilles ou la glande mammaire pour produire une substance dans le lait. Chez les **micro-organismes**, les premières applications de ces techniques pour le génie génétique concernent la production de protéines thérapeutiques recombinantes à haute valeur ajoutée (hormones, vaccins, vitamines, etc.). Dès 1977, la première hormone peptidique, la somatostatine, a été produite dans la bactérie *Escherichia coli*, rapidement suivie par d'autres hormones comme l'insuline ou l'hormone de croissance qui ont depuis totalement suppléanté les hormones naturelles dans l'arsenal pharmaceutique. Toutefois, il faut rappeler aussi que la nouvelle hormone fabriquée reste une hormone naturelle puisqu'elle est produite par un gène qui préexiste dans la nature. Aujourd'hui, la liste des molécules produites par cette voie est longue et connaît des applications très diverses. Cependant, certaines bactéries présentent des limitations dues aux différences physiologiques fondamentales qui existent entre la machinerie cellulaire d'une bactérie et celle d'une cellule d'un être supérieur où le gène transféré a été emprunté. L'utilisation d'autres organismes producteurs, comme les levures et les champignons ou encore les cellules de mammifères ou d'insectes, voire de plantes ou d'animaux, prennent alors le relais. Toutes ces productions se passent dans des milieux confinés et hautement surveillés

sans aucune incidence sur l'environnement. Une étape supplémentaire est actuellement en passe d'être franchie : il s'agit de la **création de bactéries synthétiques** (une demande de brevet a été déposée aux Etats-Unis pour *Mycoplasma laboratorium*) qui pourraient se matérialiser par la fabrication de cellules-usines, c'est-à-dire de bactéries synthétiques auxquelles on incorporerait quelques gènes spécifiques permettant la production de composés d'intérêt. L'amélioration de la production et de la qualité des produits est l'objectif assigné à la **transgénèse appliquée aux végétaux** à l'échelle mondiale par ceux qui la développent. Pour la production, on recherche des tolérances à des herbicides totaux, à des ravageurs (insectes, nématodes) et à des agents pathogènes (virus, bactéries, champignons), ce qui conduit à des traitements plus sélectifs, moins coûteux et potentiellement moins agressifs pour l'environnement. On recherche aussi l'adaptation à des conditions difficiles ou limitantes (sécheresse, froid). Pour la qualité des produits, les travaux les plus nombreux portent sur l'amélioration des protéines de réserve à des fins d'alimentation animale ou



Fiction ? Le clonage des animaux pour la production de viande et l'obtention d'organes.

Surfaces de cultures à base d'OGM au niveau mondial en 2006

Rang	Pays	Surfaces (millions d'hectares)	Types de cultures
1	USA	54,6	Soja, maïs, coton, colza, courges, papaye, luzerne
2	Argentine	18,0	Soja, maïs, coton
3	Brésil	11,5	Soja, coton
4	Canada	6,1	Colza, maïs, soja
5	Inde	3,8	Coton
6	Chine	3,5	Coton
7	Paraguay	2,0	Soja
8	Afrique du Sud	1,4	Maïs, soja, coton
9	Uruguay	0,4	Soja, maïs
10	Philippines	0,2	Maïs

Source : FEED International Magazine, USA, juillet 2007.

humaine, l'amélioration de la composition en acides gras des huiles végétales pour l'alimentation, des fruits et des légumes au goût amélioré, etc., sans oublier la production précitée de molécules à forte valeur ajoutée comme des médicaments. Aujourd'hui, on trouve les cultures à base d'OGM essentiellement hors Europe (voir tableau ci-dessus). Et demain, les OGM ne pourraient-ils pas venir au secours pour produire des agrocarburants en améliorant l'efficacité avec laquelle les plantes captent les rayonnements solaires ?

Tout en restant confinées au stade expérimental, les techniques pour créer des **animaux transgéniques** sont de mieux en mieux maîtrisées. En effet, la transgénèse offre aujourd'hui un vaste panel de possibilités théoriques, en particulier dans la production de lait, de viande et de laine. Ces possibilités rendent par exemple très attractif le développement d'animaux « à la carte », c'est-à-dire d'animaux porteurs de génotypes qui sont mieux adaptés à une fonction d'intérêt zootechnique comme la reproduction, la production et la compo-

sition du lait ou de la viande, ou conférant un avantage sélectif comme une plus grande résistance à certaines maladies. Un exemple dans le cas de maladies transmissibles à l'homme, des animaux porteurs de génotypes particuliers pourraient indirectement réduire les risques. Ou encore, l'expression d'une phytase d'origine bactérienne par la glande salivaire de porc permettrait de s'abstenir d'une complémentation de leurs aliments par du phosphore inorganique et réduirait d'environ 75 % les rejets de phosphore dans les déjections. Toutefois, le coût et surtout la perception du grand public vis-à-vis des OGM constituent aujourd'hui un blocage net face à la transgénèse chez les animaux.

C'est du moins le cas pour les animaux de rente car chez les animaux de compagnie, un premier spécimen vient d'être commercialisé aux Etats-Unis. Il s'agit du *GloFish*, c'est sa marque commerciale, un poisson zèbre auquel on confère des couleurs fluorescentes, rouge, vert ou orange clair via l'introduction d'un gène étranger dans son génome. Le **gène culard**, une « anomalie » appréciée par les bouchers, est responsable de

l'hypertrophie musculaire mais induit également un certain nombre d'inconvénients en race *Blanc-Bleu Belge*, en particulier un nombre très élevé de césariennes. Le gène concerné, appelé *mh*, a été identifié. La DGA finance actuellement un projet de recherche à l'Université de Liège avec l'objectif de mieux comprendre le fonctionnement de ce gène et de pouvoir répondre à certaines questions ou préoccupations que suscite cette race.

A l'aide de la technologie de la transgénèse, peut-on réguler le moment de l'expression de ce gène chez les veaux afin qu'il se manifeste surtout après la naissance, facilitant de cette façon sensiblement les naissances ? Est-il utopique de penser que l'on pourra exprimer le caractère culard particulièrement chez les animaux mâles afin de les diriger préférentiellement vers la production de viande tout en gardant les aptitudes des animaux femelles pour la reproduction et pour la production de lait ? **Dans un avenir proche**, on peut s'attendre à des nouveaux progrès importants au niveau des connaissances dans le domaine des OGM, avec des applications potentiellement intéressantes et parfois surprenantes pour l'agriculture. Des opportunités existent et certaines sont déjà appliquées et acceptées. Mais il faudra rester vigilant, car toute application incontrôlée de ces connaissances entraînerait des conséquences éthiques, environnementales et économiques non prévisibles à l'heure actuelle. Il est clair que les OGM n'ont pas fini de faire couler beaucoup d'encre !

EWALD TELLER

DIRECTION DE LA RECHERCHE

Plus d'informations

Division de la Recherche, du Développement et de la Qualité, DGA
Direction de la Recherche
Ewald Teller, Conseiller scientifique,
et Michel Dufrasne, Directeur ff
Ilôt Saint-Luc
14, ch. de Louvain – 5000 Namur
T. : 081 / 64.95.96
@ : e.teller@mrw.wallonie.be

La fertilisation raisonnée des prairies

Les prairies constituent la base de l'alimentation des ruminants et jouent un rôle important dans la préservation de la qualité de notre environnement. Raisonner leur fertilisation permet de pourvoir aux besoins des animaux en réduisant les dépenses et l'impact environnemental.

Tenir compte de l'azote disponible et valoriser les engrais de ferme

La fumure azotée de la prairie a pour objectif la recherche du niveau de production nécessaire pour couvrir les besoins du cheptel. Une part des quantités d'azote requises est disponible dans le sol par la minéralisation de la matière organique, par les restitutions au pâturage et par la fixation symbiotique opérée par les légumineuses. Ces quantités sont à prendre en considération dans le calcul des apports à

effectuer. Il en est de même pour la teneur en azote des matières organiques apportées. Il n'est pas inutile de rappeler que les engrais de ferme constituent la base de la fertilisation. Les engrais azotés minéraux s'envisagent comme complément éventuel.

Estimer correctement ses besoins en phosphore et en potassium

L'apport régulier d'engrais de ferme compense dans une large mesure les exportations de phosphore et de potassium. Les

pâturages en Région wallonne en sont généralement bien pourvus. Les besoins phospho-potassiques de la prairie peuvent être quantifiés au départ de l'analyse de sol. Une alternative est offerte par la technique des indices de nutrition, basée sur l'analyse de l'herbe. Elle permet d'affiner la fertilisation P-K des prairies de plus de 2 ans.

Ne pas oublier les oligo-éléments

Les oligo-éléments sont nécessaires au développement et à la croissance des plantes, même si c'est en quantités fort faibles. Des déficiences en soufre ont été observées au sein de prairies conduites intensivement. Un autre élément mineur retient l'attention du monde agricole : le sélénium, dont des teneurs trop faibles pour satisfaire les besoins des bovins ont été mises en évidence dans certains fourrages. Apporté en très petites quantités dans un engrais enrichi, le sélénium peut couvrir, via l'herbe ingérée, les besoins des animaux. Il peut ensuite exercer un effet bénéfique sur la santé du consommateur, par sa présence dans le lait et la viande.

PHILIPPE NIHOUL,

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA
VULGARISATION



Ce Livret est disponible à la bibliothèque de la DGA (voir dos du magazine) Obtention sur simple demande. Gratuit.

La collection *Les Livrets de l'Agriculture* propose dans son dernier numéro une démarche complète de calcul de la fertilisation azotée de la prairie et d'estimation des besoins phospho-potassiques. Il fait également, de manière synthétique, le point sur les connaissances à propos des besoins en oligo-éléments, principalement en soufre et en sélénium.

Coll. *Les Livrets de l'Agriculture*, n° 15, D. KNODEN, R. LAMBERT, P. NIHOUL, D. STILMANT, P. POCHET, S. CREMER, P. LUXEN, *Fertilisation raisonnée des prairies*, Namur, 2007.

Au sommaire

Introduction

Calcul de la fertilisation azotée

Les besoins
L'azote disponible
La complémentation minérale... si nécessaire !

Les apports en macro- et oligo-éléments

Les besoins phospho-potassiques, quantifiés au départ de l'analyse du sol
Les indices de nutrition : une alternative pour quantifier les besoins phospho-potassiques
Le soufre
Le sélénium
Autres oligo-éléments

Glossaire et abréviations, références et annexes

Plus d'informations

Centre pilote dans le secteur des fourrages :

Fourrages Mieux, asbl

David Knoden

1, rue du Carmel – 6900 Marloie

T. : 0473 / 53.64.95

Division de la Recherche, du
Développement et de la Qualité, DGA
Direction du Développement et de la
Vulgarisation

@ : p.nihoul@mrw.wallonie.be

@ : p.pochet@mrw.wallonie.be

Le Plan Pluies environnement

une approche globale de la lutte contre l'érosion des sols et les coulées boueuses

21



Faimes-Les-Waleffes : aménagement d'une zone pâturable inondable.



Photos : DCA, F. Robinet

Dépassés, les bassins de retenue d'eau en béton. On privilégie maintenant le « coup de pouce à la nature » : l'utilisation du terrain (ici, une pâture) est maintenue. Le relief de la parcelle est légèrement accentué, le béton est supprimé à 95 % pour une efficacité du dispositif nettement plus importante qu'auparavant.

Cela fait plusieurs années que les autorités politiques wallonnes se montrent soucieuses de la rapide dégradation de la **qualité physique des sols**. Cette dégradation se manifeste entre autres par des ruissellements de plus en plus importants et fréquemment chargés de boues causant des dégâts sévères aux sols et aux infrastructures publiques et privées.

Les dégâts répétés, provoqués par des problèmes d'érosion des sols, suite à des précipitations abondantes, ont montré qu'il était urgent prendre en compte la problématique liée à la prévention des inondations dites « d'origine agricole » et d'envisager des mesures de lutte contre l'érosion des sols. Il est par ailleurs établi que des mesures de lutte contre l'érosion des sols passent par une **approche intégrée et orientée à l'échelle parcellaire**. Cette démarche permet en effet de freiner les eaux de surface ruisselant et d'en assurer la collecte, de manière à prévenir l'érosion du sol et à limiter la charge sédimentaire de l'eau de ruissellement.¹

Le Gouvernement wallon a décidé la mise en place d'un dispositif global de lutte contre l'érosion des terres agricoles et les coulées boueuses. Le *Plan Pluies* met en œuvre un ensemble de mesures de prévention et de lutte contre les inondations et leurs effets sur les sinistrés.

Depuis 2005, le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité a mis en œuvre le projet *Erruissol* qui permet aujourd'hui de disposer d'une base de données cartographiques et numériques des risques de ruissellement et d'érosion des sols sur la totalité du territoire wallon. Cette base de données est intégrée dans un système d'information géographique mis à jour au sein de la Région wallonne.

Plusieurs régions rurales de Wallonie subissent régulièrement des inondations caractérisées par des coulées de boues importantes dues aux eaux de ruissellement et à l'érosion des terres agricoles.

Par ailleurs, des études universitaires menées pour la Région wallonne (Pr S. Dautrebande, Pr E. Persoons, 2002), il ressort

- que le nombre de communes touchées par ces événements au cours des dix dernières années est important et qu'il est en croissance,
- que les pluies particulièrement intenses se produisent de plus en plus fréquemment et sur de courts laps de temps et

¹ Sur le sujet, voir les *Actes du colloque sur l'érosion hydrique et coulées boueuses en Région wallonne*, Namur, le 31 mai 2002.

Le Plan Pluies, un programme pluriannuel global et intégré

Confronté à la répétition des inondations enregistrées sur le territoire de la Région wallonne durant les dernières années, face aussi à l'étendue des dommages qu'elles produisent, le Gouvernement wallon a marqué, le 9 janvier 2003, sa détermination à s'attaquer aux principaux facteurs qui facilitent l'ampleur des inondations. Il a adopté les principes de la réalisation d'un plan global, le *Plan Pluies*. Ce plan d'ensemble intègre toutes les dimensions de la politique régionale en la matière et veille à la cohérence des mesures globalement prises à l'échelle des sous-bassins versants. **Vingt-neuf actions** ont été énoncées, dans les cinq domaines de compétences les plus concernés. Ces actions doivent contribuer à la réalisation concrète d'un plan qui a été articulé autour de **cinq objectifs** :

1. améliorer la connaissance du risque d'inondation,
2. diminuer et ralentir le ruissellement sur les bassins versants,
3. aménager les lits des rivières et les plaines alluviales,
4. diminuer la vulnérabilité dans les zones inondables,
5. améliorer la gestion de crise.

En avril 2003, le Gouvernement wallon a pris acte de ces vingt-neuf fiches d'action réparties parmi les ministres fonctionnels compétents, à savoir le Ministre-Président et les ministres en charge de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, de l'Environnement, de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Équipement et des Travaux publics, ainsi que le ministre en charge des Affaires intérieures. Ces fiches comprennent un état des réalisations accomplies ou en cours, un programme des mesures envisagées, accompagné d'un échéancier et, le cas échéant, d'une estimation financière.

Photo : R. Caussin pour la FUSAGx, unité d'Hydrologie et d'Hydraulique agricole, parue dans *Les Livrets de l'Agriculture*, n°12, H. CORDONNIER, M. THIRION, Pr S. DAUTREBANDE, Pr Ch. BIELDERS, *Lutter contre l'érosion des terres*, Namur, 2006.



qu'elles semblent être une des causes de ce phénomène,

- que l'évolution des pratiques agricoles contribue aussi à l'accentuation de ces causes (passage des cultures céréalières aux cultures sarclées, non couverture du sol en période d'orages (fin mai – début juin), accroissement de la largeur des parcelles, dégradation de la structure du sol, etc.).

Des subventions aux Communes et aux Provinces

Début 2007, sur proposition du Ministre de l'Agriculture, le Gouvernement wallon prend un arrêté relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs publics subordonnés pour l'établissement de dispositifs destinés à la protection contre l'érosion des terres agricoles et à la lutte contre les inondations et coulées boueuses dues au ruissellement.²

L'arrêté du Régent du 2 juillet 1949, art. 2bis, permet au Ministre de l'Agriculture d'accorder des subsides aux Provinces, Communes, associations de Communes, polders, wateringues ... pour des travaux destinés à éviter des dégâts d'eau. Le 18 janvier 2007, sur proposition du Ministre de l'Agriculture, le Gouvernement wallon a pris un arrêté permettant aux communes, aux provinces et aux wateringues d'obtenir une intervention régionale à concurrence de **60 %³** pour des ouvrages et aménagements visant à limiter l'érosion des sols et à retenir les eaux dues au ruissellement. L'objectif est de maintenir la valeur agronomique des terres et de limiter des dégâts aux biens situés en aval.

Aide aux pouvoirs subordonnés pour la protection des terres agricoles et des biens situés en aval

Travaux éligibles ?

- ouvrage ou aménagement pour limiter l'érosion des sols et retenir les eaux dues au ruissellement, afin de maintenir la valeur agronomique des terres et

Les nouvelles méthodes agroenvironnementales

Pour les agriculteurs, la lutte contre l'érosion des terres et les dégâts provoqués est notamment mise en œuvre via certaines des méthodes agroenvironnementales qu'ils appliquent de leur propre initiative, avec le soutien de la Région wallonne. Le programme des méthodes agroenvironnementales (MAE) encourage l'intervention des agriculteurs sur leurs terres, en faveur de l'environnement. Les résultats sur le milieu sont substantiels, grâce aux réductions des intrants, activités favorables à la protection de la nature, conservation du patrimoine rural, contribution à la diminution des émissions de gaz à effet de serre, et aussi, lutte contre le ruissellement des eaux. La législation sur les MAE devra être réintroduite dans le Plan de Développement rural 2007-2013. Ceci devrait être l'occasion d'apporter quelques toilettages qui permettront d'encore accroître l'efficacité et la pertinence des différentes méthodes... au bénéfice de l'environnement, des agriculteurs et de la société.

² Moniteur belge, 12/2/2007, p. 6.883.

³ Par dérogation aux articles 2bis, alinéas 2 et 4, 11, 13 et 14 de l'arrêté du Régent, dans les limites des crédits budgétaires, le taux de subside est de 60 % des dépenses éligibles pour les travaux visés à l'article 2bis, 2°, g), de l'arrêté du Régent.

+ 20 % pour les améliorations écologiques ou paysagères

En cas de travaux de plantations, le Ministre peut accorder une majoration de l'aide **sur l'ensemble des travaux** pris en considération si le projet apporte une amélioration écologique et paysagère.

Les plantations ligneuses doivent alors être composées d'espèces reprises dans le *Fichier écologique des essences* édité par la Région wallonne. Le maintien et l'entretien des plantations doivent faire l'objet d'une convention préalable entre le propriétaire, le locataire et l'allocataire.

Dans le cas d'une zone d'immersion temporaire, vu la bonne intégration paysagère, la majoration de 20 % est accordée si l'ensemble (berges et fond) est ressemé. Dans ce cas, des plantations ligneuses ne sont pas indispensables.



Photo : FUSAGx, unité d'Hydrologie et d'Hydraulique agricole, parue dans *Les Livrets de l'Agriculture*, n°12, H. CORDONNIER, M. THIRION, Pr S. DAUTREBANDE, Pr Ch. BIELDERS, *Lutter contre l'érosion des terres*, Namur, 2006.

de limiter les dégâts aux biens situés en aval, en ce compris une ou plusieurs des opérations suivantes :

- > des travaux de génie rural;
- > des travaux de plantations et de semis;
- > des essais nécessaires à l'exécution des travaux;
- > l'acquisition de biens immobiliers non bâtis nécessaires à la bonne exécution des travaux précités ou le paiement d'une indemnité pour la création d'une servitude d'immersion temporaire⁴.

- > du coût des travaux subsidiables, TVA comprise, déterminé par l'adjudication;
 - + d'un forfait de 10 % du montant global des travaux pour frais d'étude, de coordination sécurité, d'essais géotechniques préalables, de contrôle des matériaux;
 - + du montant de l'estimation établie par le Comité d'Acquisition d'immeubles en cas d'acquisition d'immeubles non bâtis et de servitude d'immersion temporaire.
- Les autres frais généraux exposés par l'allocataire ne sont pas subventionnés.

Montant de la subvention ?

Pour le calcul de la subvention, le montant à prendre en considération est la somme

Cette subvention est majorable de 20 % (maximum) pour des plantations.

⁴ Le montant de la subvention est notifié à l'allocataire, sur base de la soumission approuvée.

Faimes-Les-Waleffes, une intégration maximale. Exemple d'aménagement « à l'échelle de la parcelle »

Un exemple du type d'aménagement encouragé par la RW, une approche intégrée et orientée à l'échelle de la parcelle : à Faimes-Les-Waleffes, une réalisation de la division de l'Espace rural, services extérieurs du Remembrement de Huy (voir photos en début d'article p. 21).

Il s'agit de l'aménagement d'une zone pâturable inondable réalisée par une technique de « déblai-remblai », le déblai accentue la capacité de stockage de la prairie et les terres du remblai ont permis de réaliser une digue en très légère pente.

Le tout est promis à davantage encore d'intégration lorsque les plantations prévues auront colonisé le site.

Cette réalisation est simple, efficace. Cet aménagement est intégré dans le paysage et maintient la fonction de la prairie en dehors des périodes de crues dues aux pluies intenses. Son coût est principalement constitué du poste « déblai-remblai » et d'un poste « ouvrage d'art de vidange ». La partie « béton » est réduite.

Les demandes de subvention peuvent être adressées à Monsieur le Directeur général de la direction générale de l'Agriculture 14, Chaussée de Louvain, à 5000 Namur. A ce jour, une Commune a introduit un dossier de demande de subvention.

JACQUES STÉVENNE,
DIVISION DE L'ESPACE RURAL

Plus d'informations

Division de l'Espace rural, DGA
Jacques Stévenne
Ilôt Saint-Luc
14, ch. de Louvain
5000 Namur
T. : 081 / 64.96.47
@ : j.stevenne@mrw.wallonie.be

Agriculture sinon rien !

Exemple et bénéfices de l'intégration des pratiques agricoles à la gestion d'une réserve naturelle.

La réserve naturelle domaniale des marais de Rawez et de Prouvy en Gaume (communes de Chiny et de Tintigny, province de Luxembourg), une augmentation de près d'1/3 de sa superficie. La réserve naturelle domaniale des marais de Rawez et de Prouvy a fait dès sa création l'objet d'une approche novatrice fondée sur une vision large des objectifs. Un arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai dernier portant à +30 % sa superficie a consacré la démarche et notamment l'intervention des agriculteurs, l'exercice de leur activité et de leur savoir-faire au profit de la biodiversité.

C'est en 1994 que la Région wallonne est devenue propriétaire du site de l'ancien étang de forge de Rawez, 7 hectares de bas-marais situés sur le cours de la Breuvane. Ce ruisseau présente encore sur 2 km en aval toute une série de terrains tourbeux.

Deux options se présentaient alors, soit se concentrer traditionnellement sur les sites floristiquement intéressants et former un chapelet de petites réserves ou créer un vaste couloir protégé, étalé le long du réseau hydrographique. C'est la seconde solution qui a été adoptée pour répondre à un double objectif : favoriser le déplacement et la propagation des espèces et aussi mieux protéger la vallée entière de la pollution des eaux de surface, néfaste au maintien d'une flore de qualité.

Aujourd'hui, le gros des acquisitions a été réalisé, représentant les trois quarts du périmètre déterminé. Le statut légal de réserve naturelle a été donné au site en date du 17 janvier 2002.

Restaurer des marais envahis par la forêt

Sur la carte de *Ferraris* qui remonte à la fin du XVIII^e siècle, le marais est repris sous la forme d'un grand étang de barrage alimentant un fourneau (production de gueuzes de fonte, de taques, de chennets, ...) Le fourneau a existé depuis au moins 1565 et a fonctionné jusqu'en 1831. La forge abandonnée est transformée en ferme en 1892. Le fond de l'étang est drainé et exploité comme pré de fauche.



Réserve naturelle domaniale des marais de Prouvy et de Rawez

Le périmètre de protection relie entre eux tous les sites tourbeux, pour une surface globale d'environ 80 ha dont
20 % de marais et friches fangeuses abandonnées,
30 % de pâtures humides ou de prés de fauche extensifs,
50 % de boisements (aulnes et saules ou épicéas).

La dernière fauche a lieu en 1954. Le marais est alors abandonné à la dynamique naturelle de lent retour vers la forêt. Lors de son acquisition par la Région, seuls quelques vestiges de la riche flore des anciens prés subsistent, des trèfles d'eau,



Photos : DNF

des orchis de mai, du scorsonère, de la succise, ... Il paraît alors logique de faucher à nouveau au plus vite les quelques zones reliques. La nécessité de mécaniser la fauche s'impose rapidement. Une bande d'environ un hectare est alors préparée. Après la destruction des saules et des touradons, la fauche a été pratiquée avec un tracteur forestier à chenille. Après quelques années, quand la portance du sol s'est révélée suffisante, un petit tracteur 4X4 a permis de réaliser à la fois la fauche, le fanage et le boudage. Les effets de la fauche sur la flore ne se sont pas fait attendre et la floraison d'orchidées au printemps est aujourd'hui spectaculaire.

S'appuyer sur l'agriculture existante

Plus en aval dans le périmètre, la Région a acquis progressivement une série de pâtures en cuvette. Les parties basses le long des ruisseaux reposent sur de la tourbe, les bordures plus sèches sur des sables limoneux. Au départ, ces espaces étaient encore pâturés en saison par des races

bouchères, souvent du Bleu-Blanc belge, qui s'en accommodaient en effet parce c'est moitié bon, moitié mauvais. Une fois les terrains acquis par la Région, l'approche a été de proposer une convention à l'agriculteur les exploitant. L'objectif de la Région était en effet de restaurer une flore mésotrophe, ce qui supposait une réduction de la charge en bétail et un « dégraissage » des sols chaque fois que possible, en exportant des éléments minéraux par la fauche.

pas nécessairement conciliable avec des objectifs biologiques.

La Région propose dès lors de signer une convention d'occupation à titre gratuit, avec fauchage après le 15 juillet des parties accessibles aux engins, puis pâturage de l'ensemble avec une charge maximale de 2 UGB/ha. Ces modalités calquées sur celles du programme agroenvironnemental, permettent donc à l'agriculteur de compenser financièrement sa perte de liberté (voir ci-dessous).

Modalités de gestion particulières et compensation financière

Mise à disposition gratuite des terres, gain sur le loyer :	environ 75 €/ha
Prime agroenvironnementale pour fauche très tardive :	250 €/ha
Mesures conservatoires en zone humide :	50 €/ha
Compensation financière globale :	375 €/ha

L'intérêt de l'exploitant agricole était de conserver son droit d'occupation, de garder des pâtures pour son bétail et de ne pas perdre économiquement. Ceci posé, pour envisager une collaboration, le préalable indispensable était de sortir du bail à ferme. La liberté de culture n'est en effet

Besoin de bétail rustique

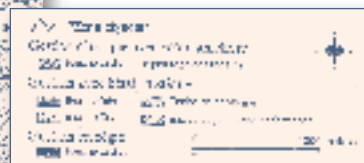
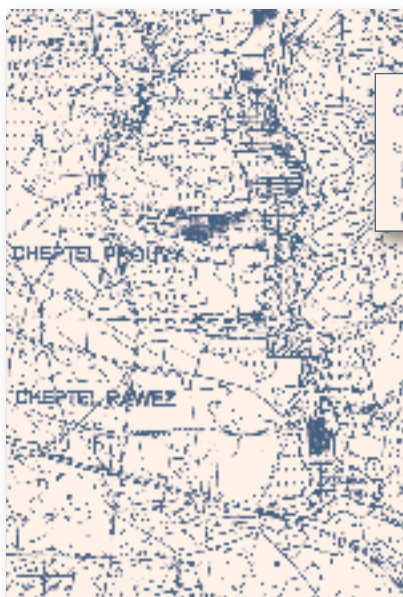
A côté de ces pâtures moitié bonnes moitié mauvaises, le périmètre du projet comprend aussi une série de marais et de friches fangeuses, désertées depuis longtemps par l'agriculture. Sans gestion, ces sites perdent progressivement de leur

intérêt par reboisement et eutrophisation naturelle. La Région prend donc l'initiative et achète deux vaches *Galloway* qui sont remises en prêt à un agriculteur de Prouvy. Il les fera pâturer sur ces terrains et, en échange de sa surveillance et de ses soins, les veaux nés dans son exploitation deviendront sa propriété.

Après quelques expériences, le type d'exploitation a dû être ajusté. En finale, c'est le pâturage tournant entre trois types d'enclos qui a été privilégié.

- enclos d'été dans les sols les plus fangeux et les zones les plus sensibles,
- enclos d'hiver, sur sol sec et facilement accessible en tracteur pour permettre le nourrissage,
- enclos intermédiaire de printemps, sur un sol pas trop humide dont la flore ne craint pas un pâturage pendant la période de floraison.

Une telle rotation signifie néanmoins qu'à côté des fanges pâturées l'été, il faut trouver des terrains pâturables aux autres saisons. Pour l'enclos d'hiver, c'est l'agriculteur soignant les bêtes qui apporte la solution. Une fois le bétail classique rentré à l'étable, l'exploitant dispose de bonnes terres où faire pâturer ses *Galloways*, avec juste un appoint de foin maigre. Pour boucler la rotation, reste donc à trouver des terrains à pâturer entre l'hiver et l'été, c'est-à-dire entre le 1^{er} avril et le 15 juillet.



Source : DNF

L'agriculture qui restaure des paysages perdus et des habitats précieux

Une issue est d'utiliser les boisements résineux. On peut rappeler en effet que, pour relier les zones fangeuses, le périmètre protégé a englobé une série de parcelles boisées dont des parties parfois importantes sur sols secs. L'optique est alors prise de transformer ces boisements en pâturages de printemps, après mise à blanc et broyage des rémanents. Bien évidemment cela n'a rien à voir avec un pâturage classique. Le bétail n'y trouve pas une végétation homogène et herbacée mais bien un mélange de ronces, de rejets ligneux, de genêts, d'épilobes, ...

L'objectif est de laisser l'animal façonner avec ses dents un paysage en mosaïque, qui alterne des zones buissonnantes, des plages de graminées rases et des zones de refus intermédiaires. Cet enchevêtrement est connu pour être très favorable à la microfaune qui y trouve à la fois des zones de refuges et d'alimentation.

Ce sont ainsi pas moins de 20 ha, autrefois exploités puis au cours du temps abandonnés ou reboisés, qui retournent aujourd'hui leur vocation agricole.

Bilan et évolution

Au bout du compte, on peut dire aujourd'hui que la grande majorité du périmètre protégé a trouvé sa vocation de gestion, si ce n'est une bande de forêt en rive droite de la Breuvane qui est destinée à rester en réserve intégrale.

Qui plus est, le projet s'attèle maintenant à la valorisation touristique de la réserve. Un circuit balisé la traverse, reliant les villages de Prouvy et de Saint-Vincent. Une série de panneaux didactiques est en préparation, destinée à illustrer le projet. La philosophie du projet n'était pas de mettre un milieu relique sous cloche mais bien de restaurer le paysage et la diversité d'un tronçon entier de vallée. Au départ de cette démarche novatrice, la fixation de la zone à protéger s'est fondée non pas sur des critères purement biologiques mais bien sur une volonté de cohérence pour la conservation des sols tourbeux, la protection de la qualité des eaux de surfaces, le déplacement des espèces, ...

La démarche se prolonge par une politique volontariste en matière d'ouverture des milieux boisés après guerre et de création de nouveaux types d'habitats comme les prés-bois. On assiste ainsi progressivement à la restauration d'un paysage sans doute plus proche de celui d'avant guerre, et porteur à terme d'une qualité biologique globale accrue.

Le résultat n'est peut-être pas toujours absolument conforme aux souhaits des biologistes les plus rigoureux mais le projet peut au moins bénéficier d'une gestion effective et diversifiée de presque la totalité des surfaces classées.

TEXTE RÉDIGÉ SUR LA BASE D'UNE PRÉSENTATION DE
M. B. VANDOREN, DGRNE, DNF, VIRTON

Plus d'informations

Voir le site

<http://biodiversite.wallonie.be>

Division de la Gestion de l'espace rural, DGA

Jacques Stévenne

Ilot Saint-Luc

14, ch. de Louvain – 5000 Namur

T. : 081 / 64.96.47

@ : j.stevenne@mrw.wallonie.be



Photo : MRW – Dicom – J.L. Carpentier - 5206

Éleveurs et consommateurs, que pensent-ils de l'élevage ?

Des consommateurs plus soucieux de l'avenir de l'agriculture et de la vie des éleveurs que du bien-être des animaux. Des éleveurs qui prêtent aux consommateurs des préjugés qu'ils n'ont pas.

Financé par la *Fondation Roi Baudouin*, le projet *Alimenter le lien entre consommateurs, éleveurs et animaux de ferme* a été mené à bien par le Centre wallon de Recherches agronomiques de Gembloux, la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux et l'Université de Liège. Une enquête a été réalisée auprès d'éleveurs et de consommateurs, des débats s'en sont suivis.

I. Paroles d'éleveurs

Une dizaine d'éleveurs de bovins et de porcs ont été rencontrés, incarnant des types d'élevage volontairement contrastés, de l'exploitant spécialisé, engraisant 1.800 bêtes en *Blanc-Bleu Belge* à l'éleveur biologique ayant quelques dizaines de vaches de race rustique. On trouve ici les idées forces dégagées par ces propos d'éleveurs.

A partir de ces entretiens avec les éleveurs, un livret de *Paroles d'éleveurs* a été rédigé, destiné aux scientifiques, aux éleveurs interviewés, aux associations de protection animale et aux consommateurs.

L'apprentissage des liens avec les animaux. Le temps passé avec eux au quotidien

La plupart des éleveurs rencontrés sont très prolixes sur les relations qu'ils ont avec leurs animaux. Cette question est inséparable des notions d'apprentissage et de temps nécessaire. C'est la durée qui permet d'acquérir une confiance en soi dans les relations quotidiennes avec les animaux et les manipulations plus sensibles (soins spécifiques, changement de

prairies, départ pour l'abattoir, etc.). « On a différents critères pour voir si l'animal va bien. C'est tout à l'œil », dit un éleveur. L'observation, l'œil, ce talent n'est pas entièrement inné et tous les éleveurs insistent sur la notion d'apprentissage. Par ailleurs, pour tous les éleveurs, quel que soit leur système d'élevage, passer du temps avec les bêtes chaque jour est essentiel. Ce temps passé permet d'anticiper, d'éviter les problèmes, de comprendre le fonctionnement (de groupe notamment) des animaux et, finalement, en voyant que les animaux sont bien, de tirer satisfaction de son travail d'éleveur.

Les éleveurs et le bien-être animal

Le problème du bien-être animal pour les éleveurs réside dans la tendance (selon eux trop marquée) à codifier et à légiférer de plus en plus alors que beaucoup de choses sont variables, dépendent de particularités

locales liées à l'éleveur, à la race, voire à la configuration des terres ou bâtiments... Toutefois, sur certains points sensibles liés au bien-être animal, les éleveurs ne parlent pas comme un seul homme. C'est le cas par exemple pour la césarienne dans la race *Blanc-Bleu Belge*. Les éleveurs qui considèrent la césarienne comme banale sont-ils purement « technicistes » ? Pour d'autres, qui se sont convertis à une autre race, la césarienne était bien l'un des points difficiles de leur métier antérieur. Les éleveurs ne sont pas radicalement opposés à un changement (voir par exemple, la castration) mais ils jugent l'incertitude trop forte sur le plan économique (coût de l'anesthésie, valorisation seulement en viande transformée, animaux abattus plus jeunes, ...) et sur le plan sanitaire (innocuité, par exemple, du produit en cas de castration chimique). En ces matières, persiste toujours une question de cadrage et de légitimité du jugement : qui est à même de juger du bien-être animal et en vertu de quoi ? Est-ce que ce sont les éleveurs, les scientifiques ou les associations de protection animale ? Tous les éleveurs se sentent évidemment les mieux placés pour parler du bien-être des animaux. Ils insistent par ailleurs sur leur propre bien-être et sur les difficultés de leur travail.

Les préjugés tels que les éleveurs les vivent

Les éleveurs rencontrés partagent le sentiment d'être incompris par les consommateurs. En matière de bien-être animal, les préjugés (supposés) des consommateurs les plus souvent évoqués par les éleveurs concernent le fait de lier un animal, la castration, l'écornage, la densité en élevage porcin, la maltraitance.

Un autre préjugé évoqué concerne le passéisme supposé des gens. C'est ce qui ressort de la manière dont la publicité met en image la vache mythique des fermes



d'autrefois, sur fond de nostalgie et de valorisation du naturel. Les éleveurs ne vénèrent pas une image d'Épinal du petit élevage familial, même si certains revendiquent de ne pas dépasser une certaine taille. Enfin, les éleveurs accusent les consommateurs d'inconséquence puisque c'est l'argument économique qui l'emporte toujours.

II. Paroles de consommateurs

La démarche vis-à-vis des consommateurs a comporté deux phases, des entretiens individuels puis des visites collectives de ferme donnant lieu à des débats avec les éleveurs. Points saillants de ces entretiens avec les consommateurs.

Des bêtes « élevées de bonne manière »

Pour les consommateurs, la notion de bien-être animal ne surgit en général pas spontanément, surtout chez les gens originaires du milieu rural, ayant (ou ayant eu) des fermiers dans leur famille pour lesquels cette question est une évidence. Les consommateurs parlent en revanche plus volontiers des conditions d'alimentation, d'environnement immédiat des animaux (accès à l'extérieur, propreté) et surtout de l'espace dont ils disposent.

Ce à quoi les consommateurs disent être sensibles, c'est au fait que les bêtes soient « élevées de façon honnête et bonne » ou « élevées de bonne manière », comme l'expriment deux d'entre eux. Si les

« Est-ce que le consommateur sera d'accord de venir chez nous acheter de la viande de cochon, rien que de la viande de cochon, alors qu'il la paiera plus cher qu'à la grande surface où il achète tout en même temps ? ».



Photo : MRW – Dircom – J.L. Carpentier, 5189

consommateurs développent facilement la notion de bon traitement voire de bien-être des animaux pour des élevages de relativement petite taille, une telle notion est évidemment plus difficile à expliciter pour des élevages de type industriel, avec des milliers de bêtes. A noter que les consommateurs, comme les éleveurs, soulignent les différences de référentiels entre types d'élevage (élevage « industriel » ou « traditionnel ») et entre filières (élevage bovin, élevage porcin ou avicole).

Liens entre éleveurs et animaux

Les consommateurs les plus citadins semblent donner une dimension affective plus marquée aux liens entre éleveurs et animaux, tandis que les autres parlent bien davantage d'attention que de lien affectif. Ces liens entre éleveurs et animaux sont également importants pour les consommateurs comme gage de qualité et, plus précisément, de qualité sanitaire : un animal dont l'éleveur s'occupe bien, « *ne lui donnera pas n'importe quoi* ». De bons liens entre éleveurs et animaux semblent être garants de bons soins. Comme dans les discours des éleveurs, les soins concernent ici l'alimentation et les soins liés à la santé. Les conditions d'élevage sont plus largement reliées à la qualité de la viande,

notamment à la qualité gustative. Certains consommateurs font la relation entre une viande tendre et des animaux assez statiques ou, plutôt, acceptent une viande un peu dure « *parce que les animaux courent dans les prés* ». De la même façon, le lien entre stress durant le transport ou à l'abattage et mauvaise qualité de la viande est plusieurs fois évoqué.

Des éleveurs injustement traités ?

De manière générale, les consommateurs interviewés ont tendance à plaindre les éleveurs, victimes de trop d'accusations, qui font un métier de plus en plus difficile, « *à la limite du rentable* ». Leur méfiance et leurs critiques se reportent plutôt sur le système agro-alimentaire ou sur d'autres phases de la chaîne, l'abattage ou le transport.

Ils recadrent aussi les problèmes liés à l'élevage en soulignant leur propre responsabilité de consommateurs. Le choix de la vente directe, et notamment des systèmes de colis où il faut s'engager sur une certaine quantité, sans voir la marchandise par avance, est pour eux le signe d'un engagement, l'expression de leur responsabilité de consommateur. Ceux qui pratiquent, même irrégulièrement, les achats à la ferme ou les visites de fermes expriment particulièrement leur besoin de regarder l'élevage, « *d'aller voir* », ce qui fait d'ailleurs miroir avec l'importance de l'œil dans le métier d'éleveur.

Pérennité de notre système agricole

Les débats entre éleveurs et consommateurs ont porté surtout sur la pérennité de notre système agricole et sur la viabilité du métier d'agriculteur. Parmi trois modes d'élevage très différents (éleveur *Salers* en biologique, éleveur et sélectionneur BBB, engraisseur BBB), aucun aux yeux

des consommateurs n'est rentable en soi. D'après eux, les trois agriculteurs ont tous besoin d'un second métier et/ou des primes.

Lors de ces réunions à la ferme, consommateurs et éleveurs se sont également demandé ensemble comment les choses pourraient évoluer, étant donné la puissance de la grande distribution. La question de l'éducation (des consommateurs, des enfants) sur ces questions apparaît alors prioritaire.

Dans une discussion que les consommateurs ont eue avec des scientifiques, la question de l'animal apparaît finalement en arrière-plan par rapport à des préoccupations sur la viabilité des systèmes agricoles, le travail de l'éleveur (rapport avec l'animal, la nature, le rythme et les temporalités du travail) et la liberté de choix (face aux préoccupations du marché, aux échéances bancaires).

N. BARTIAUX-THILL, P. STASSART,
CL. LAMINE, J. WAVREILLE, Y. BECKERS
ET A. THÉWIS

Plus d'informations

N. Bartiaux-Thill
Inspecteur général scientifique
Productions et Nutrition animales
9, rue de Liroux
5030 Gembloux
T. : 081 / 62.67.70
@ : bartiaux@cra.wallonie.be
@ : prodanim@cra.wallonie.be
<http://www.cra.wallonie.be>

Pierre Stassart,
Université de Liège
Siège d'Arlon
185, avenue de Longwy
6700 Arlon
T. : 063 / 23.08.16
@ : p.stassart@ulg.ac.be

Aider à investir pour développer l'agriculture

PRÉSENTÉ PAR JEAN-PAUL CLÉRIN,
DIRECTEUR DES STRUCTURES AGRICOLES

En application de la réglementation européenne sur le développement rural, un arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 fixe les règles et le fonctionnement du nouveau régime d'aides à l'agriculture.

Ce système d'aides à l'installation et aux investissements dans les exploitations agricoles pour le développement de l'agriculture est centré, conformément aux décisions européennes, sur le soutien exclusif aux investissements porteurs de développement et tourne le dos aux investissements de simple fonctionnement. C'est une des nouveautés

marquantes qu'il porte. D'autres aspects du nouveau régime d'aides à l'investissement de la RW sont pourtant plus notoires, comme l'approche globale et intégrée de l'exploitation ou l'accroissement du rôle de l'exploitant et de son potentiel d'action dans la ruralité.

Dans les pages qui suivent, vous trouverez une brève description de ce régime d'aides alors qu'un précédent article du même auteur faisait la présentation du nouvel arrêté du 24 mai 2007 du Gouvernement wallon sur le sujet (voir *Les Nouvelles du printemps*, juin 2007).



Qui peut bénéficier des aides ?

Les aides aux investissements sont accessibles aux exploitants agricoles professionnels (à titre principal ou non principal, v. plus bas) en personne physique ou en société, aux associations ou groupements de producteurs laitiers (APL et GPL), aux groupements fourragers, CUMA, coopératives de transformation ou de commercialisation.

Les bénéficiaires des aides AIDA. Profil

Les agriculteurs

Les agriculteurs, c'est-à-dire précisément ici, les **personnes physiques ou morales**, comme aussi les groupements de personnes physiques ou morales, qui exercent une activité agricole à titre principal ou non principal (v. ci-dessous) dans une exploitation qu'il gère d'une manière autonome, à son profit ou pour son compte. Un agriculteur est identifié par son numéro de producteur.

Personnes physiques

Exploitant à titre principal, exploitant à titre non principal				
Activité agricole	Part du revenu brut agricole	Part du revenu brut agricole et para-agricole*	Prestations en dehors de l'exploitation	Accès aux aides
A titre principal	Supérieure à 35 % du revenu brut annuel global**	50 % minimum du revenu brut agricole global**	Jusqu'à 900 heures maximum par an	Oui
A titre non principal	25 % minimum du revenu brut annuel global**	35 % minimum du revenu brut annuel global**	Jusqu'à 1.170 heures maximum par an	Oui sauf pour la 1 ^{re} installation

* Revenu para-agricole : revenu tiré d'activités touristiques, pédagogiques, artisanales sur le site de l'exploitation.

** Rubriques 1.600 et 1.605 de la déclaration fiscale.

Personnes morales

L'objet principal de la société est l'activité de **production** agricole et la **commercialisation** des produits provenant principalement de l'exploitation concernée. Parmi les sociétés qui ont accès à l'aide AIDA, on note les sociétés agricoles, bien sûr, ainsi que d'autres formes de société, notamment les SPRL, SCRL et SCRI, les SA pour autant qu'elles satisfassent aux conditions suivantes :

- la société est constituée pour au moins 20 ans,
- les actions ou les parts sont nominatives,
- les actions ou les parts appartiennent en majorité aux administrateurs ou gérants (attention, les sociétés agricoles sont un cas particulier),
- les administrateurs ou gérants sont désignés parmi les associés,
- tous les administrateurs délégués ou gérants sont des personnes physiques qui gèrent l'exploitation en question et s'y consacrent à titre principal,

- au moins la moitié du chiffre d'affaires de la société est tirée de son activité de production agricole.

CUMA, groupements fourragers, l'agriculture de groupe

Les aides AIDA sont aussi accessibles aux associations d'exploitations, CUMA, groupements fourragers.

Conditions générales d'accès

L'exploitant agricole (personne physique ou morale) qui demande à bénéficier de l'aide AIDA doit pouvoir attester d'une qualification professionnelle et présenter un certain niveau de revenu, d'investissement et de main-d'œuvre. Il doit s'engager à tenir une comptabilité de gestion. L'exploitation du ou des bénéficiaires devra être conforme aux normes de capacité de stockage d'effluents d'élevage.

Pour les personnes morales, les conditions de revenus et de temps de travail imposées à la personne physique se reportent sur le(s) gérant(s). Il faut aussi que la majorité de leurs membres (au moins trois d'entre eux) soient des agriculteurs.

Qualification professionnelle nécessaire

Un certain niveau de formation est requis, sinon une expérience pratique de plusieurs années. Il faut en attester lors de l'introduction de la demande.

Formation et expérience requise pour l'introduction du plan d'investissement

Titre d'étude	Expérience pratique minimale requise	Certificat de type B requis
Enseignement agricole, horticole ou apparenté		
Diplôme universitaire	Non	Non
Diplôme de l'enseignement supérieur de type long ou court	Non	Non
Agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, section agriculture/horticulture	Non	Non
DESS, avec certificat de qualification	2 ans	Non
4 ^e technique et certificat de qualification	4 ans	Oui
Enseignement non agricole, horticole ou apparenté		
Diplôme universitaire	4 ans	Oui
Diplôme de l'enseignement supérieur de type long ou court	4 ans	Oui
Diplôme de l'enseignement secondaire supérieur	4 ans	Oui
En l'absence de diplôme	6 ans 8 ans	Oui Non
En fait foi une attestation d'affiliation à une caisse d'assurance, p. ex. D'autres pièces aussi probantes peuvent être produites.		

Le certificat de conformité

Il faut apporter la preuve de ce que l'exploitation qui sera bénéficiaire des aides AIDA répond bien aux normes de capacité de stockage d'effluents d'élevage qui sont en vigueur en RW.¹ Sinon, la mise en conformité doit être le premier des investissements que prévoit le plan d'investissements (une aide spécifique à la mise en conformité peut maintenant encore être allouée mais elle est limitée dans le temps. Voir à ce propos *Les Nouvelles du printemps* 2007). Le certificat de conformité aux normes de stockage n'est pas requis pour l'introduction d'une aide aux investissements isolés.

Un niveau de revenu

Le revenu du travail dans l'exploitation, avant investissement, doit se situer entre 75 et 120 % par rapport au revenu de référence, par unité de travail humain (UTH)². Ce seuil de 75 % peut être l'un des objectifs du plan d'investissements (75 % atteints au terme de 3 ans).

Un investissement minimum

Un plan d'investissement s'appuie sur un montant total minimum d'investissements de 15.000 € sur 3 ans, chacun des investissements éligibles se montant à plus de 5.000 €.

Un niveau de main-d'œuvre

Le droit aux aides AIDA est ouvert aux exploitations qui comptent minimum 1 UTH en exploitation à titre principal, 0,35 UTH en exploitation à titre non principal et maximum 12 UTH³.

La tenue d'une comptabilité de gestion

L'exploitant agricole qui bénéficie des aides doit obligatoirement tenir une comptabilité de gestion pendant 5 ans minimum.

Les formes d'aides

Les aides financières

Trois formes d'aides sont prévues : la subvention-intérêt, une intervention en capital ou la combinaison des deux.

- Une **prime en capital** est prévue. Dans un premier temps, elle bénéficie prioritairement aux investissements en matériel. Elle est amenée à se généraliser ensuite au détriment de la subvention-intérêt qui devrait disparaître.
- La **subvention-intérêt** accordée aux investissements est de maximum 5 %, le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne pouvant être inférieur à 2 %. Sa portée est de 15 ans maximum pour les investissements en bâtiments, de 7 ans maximum pour les investissements en matériel.
- Les **deux formes d'aides financières** peuvent être attribuées à un même plan.

La garantie hypothécaire

La garantie publique de la Région wallonne peut être accordée pour tous les investissements repris au plan d'investissements qui bénéficient d'une aide AIDA. La garantie complète ne peut couvrir plus de 75 % du capital emprunté. La garantie régionale complète les sûretés constituées par le demandeur.

Aide à la modernisation des exploitations agricoles

Pour les investissements dans les exploitations agricoles, le plan d'investissements

Les aides AIDA sont accessibles aux exploitants agricoles qui ont exercé à titre principal ou non principal durant les 3 années qui précèdent l'introduction de leur dossier de demande. Pour les premières installations qui remontent à 2004, 2005 ou 2006, il faut uniquement répondre à la définition d'agriculteur principal.

Un plan, un projet complet sur 3 ans

Le plan d'investissements doit reprendre un ensemble de données propres à constituer un projet complet :

- se développer sur 3 ans (2 ans minimum, 5 ans maximum),
- présenter une image complète de la situation initiale,
- faire le bilan des forces et des faiblesses de l'exploitation,
- reprendre les objectifs spécifiques et particuliers à poursuivre pour le développement de l'exploitation dans les 3 années à venir,
- reprendre l'ensemble des investissements prévus (qu'ils soient éligibles ou non aux aides AIDA),
- présenter le calendrier de la mise en chantier de ces investissements,
- démontrer l'impact économique des investissements sur l'exploitation,
- préciser les indicateurs qui permettront d'évaluer si l'investissement remplit ses objectifs,
- indiquer le montant des aides sollicitées, par investissement et au total.

Aides AIDA

Min. 5.000 € par investissement
Min. 15.000 € par plan
Max. 100.000 € par plan
Max. 200.000 € pour la période 2007-2013
Détails plus bas.

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre son projet, ses investissements conformément au plan qui a été accepté. D'éventuels ajustements sont possibles moyennant l'introduction d'une demande de modification à l'administration et après son accord. Des dérogations sont prévues, des tolérances sont accordées pour plus de souplesse de fonctionnement.

¹ Arrêté ministériel du 1^{er} avril 2004 (MB du 9-9-2004) modifié par l'arrêté ministériel du 16 novembre 2005.

² Le revenu de référence représente au maximum le salaire brut moyen des travailleurs non agricoles.

³ Une UTH représente 1.800 heures de travail par année.



Adaptations et modifications du plan d'investissement

Les tolérances. En cas de dépassement des délais, des montants. Adaptation du plan sans modification.

Tolérance de délais

Une tolérance de 2 mois, en plus ou en moins, est accordée pour les investissements en matériel, une tolérance de 12 mois pour les investissements immobiliers.

Tolérance financière

Une variation de +/- 20 % des coûts est tolérée si, du moins, il n'y a pas dépassement du montant total des aides qui a été notifié au demandeur.

Si les variations au plan d'investissements sont couvertes par ces tolérances, il n'est pas nécessaire de solliciter une modification du plan.

En cas de renoncement à la réalisation d'un investissement.

Avertir l'administration pour la réalisation d'une adaptation sans modification

Il ne faut pas non plus demander une modification du plan si un investissement prévu n'est pas réalisé (sauf pour la mise en conformité qui reste obligatoire !). Il faut avertir l'administration.

Autres adaptations.

Demandes de modification, échéances et limitations

Pour des adaptations non couvertes par les tolérances citées plus haut ou touchant la nature de l'investissement, des demandes de modification du plan doivent être introduites. Attention, ces modifications ne peuvent pas compromettre les objectifs ou les lignes directrices du plan approuvé. Si les adaptations devaient occasionner un dépassement du montant total des aides allouées, il revient au Ministre d'y donner ou non son accord et ce dans le respect du plafond indiqué (voir plus bas « Montants et majorations »).

Un maximum de quatre demandes d'adaptations peut être introduit sur la durée du plan d'investissement (3 ans). Une éventuelle demande de modification peut être introduite dans le mois qui

suit la notification de l'acceptation du plan. Un an au moins après cette notification, les demandes de modification peuvent à nouveau être déposées (maximum trois demandes sur les deux dernières années du plan).

Quels investissements ? quels montants ?

Le plan d'investissements doit contenir l'ensemble des moyens mis en œuvre pour l'accomplissement du projet élaboré sur 3 ans. Parmi ces moyens figurent tous les investissements à réaliser, qu'ils soient éligibles à l'aide AIDA ou non. Dans le premier cas, le montant de l'aide sollicitée est à inscrire.

Taux de base, 10 %, pour le développement des activités menées.

Perspectives sur 3 ans concernant une activité ou une spéculation déjà pratiquée dans l'exploitation.

Maximum 10 % de la valeur de l'investissement éligible.

Type d'investissement éligible pour une intervention à hauteur de 10 % (max.) du montant

- **Achat, adaptation, remplacement de matériel généralement neuf** destiné au développement des activités de l'exploitation : activités de production, activités touristiques, pédagogiques ou artisanales déjà pratiquées dans l'exploitation,
- **construction et achat de bâtiments.** L'éligibilité de l'investissement est soumise à conditions :
 - pour la production porcine et avicole de qualité différenciée* : l'investissement doit alors relever des classes 2 ou 3 en matière de permis d'environnement,
 - pour la production bovine (lait ou viande)* : le taux de liaison au sol avant et au cours de la mise en œuvre du plan est limité à maximum 1,

moderniser s'installer

34

pour la production laitière : pour être éligible, un investissement dans cette production ne peut conduire à un dépassement de la quantité de référence sauf s'il y a eu transfert de quota. Dans ce cas, les investissements peuvent bénéficier des aides pour autant que le nombre final de bêtes n'excède pas cinquante vaches laitières par UTH ou deux cents par exploitant, APL ou GPL,

- *transplantation forcée de bâtiments* d'exploitation,
- *travaux d'amélioration foncière*,
- *travaux de rénovation lourde*, de réfection de bâtiments indispensables à la poursuite des activités.

Taux préférentiel, 25 %, pour le démarrage de nouvelles activités de diversification, pour des investissements consacrés au bien-être de l'exploitant, à la mise aux normes, à l'environnement, à l'économie ou à la production d'énergie.
Maximum 25 % de la valeur de l'investissement éligible.

Types d'investissements éligibles pour une intervention à hauteur de 25 % (max.) du montant

- Construction, transformation de bâtiment pour le démarrage ou la 1^{re} extension d'une production de *qualité différenciée*. La poursuite de cette activité doit être assurée pendant au moins 6 ans. La structure à mettre en place ne peut relever de la classe 1 en matière de permis d'environnement,
- *démarrage d'activités touristiques, pédagogiques ou artisanales*. La transformation et l'aménagement de bâtiments situés au siège de l'exploitation sont des investissements éligibles mais, attention, ni l'achat ni la construction de bâtiments ne sont autorisés. L'achat de matériel spécifique, lié à ces activités touristiques, pédagogiques ou artisanales fait aussi l'objet d'une aide AIDA à 25 % si, du moins, ces activités sont effectivement pratiquées dans l'exploitation,
- achat de matériel destiné à la *diversification* des activités agricoles ou horticoles (1^{re} transformation, vente directe à la ferme),
- *installation* pour le traitement des effluents d'élevage avec *production de biocarburants et d'énergie renouvelable*,
- achat de matériel pour la production de *biocarburants et d'énergie renouvelable* à partir de produits ou sous-produits de la ferme,
- *aménagement de bâtiments*, achat de matériel pour la réalisation d'économies d'énergie,
- investissements réalisés pour la *réduction des émissions de gaz polluants d'origine agricole*,
- installation de systèmes de *filtrage de l'air* et de *ventilation des bâtiments d'élevage*,
- protection de l'*environnement* et du *bien-être animal* (voir liste établie),

- systèmes d'*observation et d'avertissement* dans le cadre de la *lutte intégrée*,
- *mise aux éventuelles nouvelles normes légales* dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé publique, du bien-être animal, de la sécurité sur le lieu de travail. Pour les jeunes agriculteurs qui s'installent ou reprennent une exploitation, la mise aux normes préexistantes donne aussi accès à cette aide (25 %),
- matériel destiné à l'*amélioration des conditions de vie et de travail* (voir liste établie du matériel favorablement pris en considération),

Majorations

Ces aides à 10 et 25 % peuvent être majorées, notamment pour les CUMA, pour les jeunes exploitants et pour la zone défavorisée.

Le nombre de majorations appliquées est limité à deux.

+ 5 %. Le taux d'intervention prévu, 10 ou 25 %, peut être porté à 15 ou 30 % dans certaines situations :

- quand le plan d'investissement est introduit par une CUMA (voir aussi plus bas),
- quand le demandeur est âgé de moins de 40 ans et est installé depuis moins de 6 ans. Cette disposition ne peut pas s'appliquer aux CUMA ni aux groupements fourragers. Dans une association (APL ou autre) ou dans un groupement (GPL), l'avantage accordé à un exploitant membre de l'association ou du groupement de moins de 40 ans et installé depuis moins de 6 ans est alloué en proportion de sa participation,
- quand le demandeur est situé en zone défavorisée.

+ 2,5 %. Le taux d'intervention prévu, 10 ou 25 %, peut être porté à 12,5 ou 27,5 %

- quand il y a intervention d'un consultant dans l'élaboration et le suivi du plan. Ceci n'est pas valable pour une CUMA ni pour un groupement fourrager.

Seuils et plafonds pris en considération dans le calcul des aides

Montant des investissements

Seuils, montants minimum

15.000 € min. par plan, sur 3 ans.

5.000 € min. par investissement éligible.

Plafonds, montants maximum

Investissements en matériel : 100.000 € max.

Investissements en bâtiments : 250.000 € max.



Montant maximum des aides AIDA

Plafonds du total des aides AIDA allouées

100.000 € max. par plan et sur 3 ans.

200.000 € max. pour la période 2007-2013 y compris l'aide spécifique à la mise en conformité.

Pour les nouvelles associations, les nouveaux groupements de producteurs laitiers

Lors de la présentation du 1^{er} plan d'investissements d'une nouvelle APL ou d'un nouveau GPL, il y a relèvement des plafonds relatifs aux investissements considérés comme du plafond de l'aide octroyée.

Montant maximum des investissements considérés
+ 50 % de la valeur des investissements en matériel : le montant max. des investissements éligibles est porté à 150.000 €.

+ 50 % de la valeur des investissements en bâtiments : le montant max. des investissements éligibles est porté à 375.000 €.

Montant maximum de l'aide AIDA

Total des aides allouées : 75.000 € max. par membre de l'association, avec une limite à 250.000 € maximum pour l'association.

Quelles conditions ?

L'objet du plan d'investissements est de cibler le développement de l'utilisation en commun du matériel agricole commun nécessaire à l'activité agricole de ses membres.

La majorité des membres de la CUMA (et au moins trois membres) doivent être agriculteurs.

Quels investissements ?

Sont éligibles les investissements ayant trait aux activités propres à la CUMA ou concourant à son démarrage :

■ pour du matériel

- le matériel destiné à des spéculations particulières ou
- le matériel nécessaire au transport, à la traction, la manutention ou à la récolte en commun des productions des exploitants membres de la CUMA,

■ pour les bâtiments

- ceux consacrés à abriter le matériel appartenant à la CUMA,
- ceux qui sont érigés sur un fond appartenant à la CUMA,
- ceux dont elle a la jouissance pendant un délai au moins égal à celui de la garantie publique.

■ pour le soutien au démarrage d'une nouvelle CUMA

- dans les 6 mois de sa création, le plan d'investissements qui serait déposé peut comporter une demande de soutien à la mise sur pied de la CUMA et à son encadrement pendant 3 ans.

Quelles aides ? quels montants ?

C'est le régime des aides à la modernisation qui fonctionne pleinement à la différence près que les taux appliqués sont majorés de 5 % (points de pourcents) et atteignent donc 15 ou 30 % du montant de l'investissement considéré.

Aides aux CUMA

Pour les investissements consacrés à l'objet social de ces coopératives, un plan d'investissements spécifique.

Les coopératives d'utilisation de matériel agricole peuvent aussi introduire un plan d'investissements.

Aides aux coopératives de transformation et de commercialisation

Pour les investissements consacrés à l'objet social de ces coopératives, un plan d'investissements spécifique.

Les coopératives de transformation et de commercialisation peuvent aussi bénéficier des aides AIDA pour un soutien aux investissements liés à leur objet social. La majorité de leurs membres (au moins trois) doivent être agriculteurs.

Les SC doivent aussi inscrire leur projet et leur demande dans un plan d'investissements.

Un projet complet sur 3 ans

Le plan d'investissements reprend des données complètes spécifiques à l'objet de la démarche :

- il porte sur 3 ans,
- il présente une image complète de la situation initiale,
- il reprend les objectifs propres au développement des activités de la coopérative,
- il doit démontrer l'impact économique et technique de l'investissement.

Quelles aides ?

Les investissements pris en considération ont pour objet une des finalités suivantes :

- contribuer à orienter la production en fonction de l'évolution prévisible des marchés;
- favoriser l'émergence de *nouveaux débouchés* pour la production agricole (nouveaux produits, produits de qualité, produits de l'agriculture biologique, ...);
- contribuer à l'amélioration ou à la rationalisation des *circuits de commercialisation* ou du *processus de transformation* des produits agricoles;
- contribuer à l'amélioration et au contrôle de la *qualité*, ainsi que des *conditions sanitaires*;
- contribuer à faciliter l'adoption de *nouvelles technologies axées sur la protection de l'environnement*;
- conduire à la réalisation d'économies d'énergie.

Quels montants ?

Seuils et plafonds pris en considération pour le calcul des aides, formes de l'aide.

Formes de l'aide

Subvention-intérêt

Taux de 5 % maximum, 3 % minimum restant à charge de la coopérative demanderesse.

Elle est accordée sur maximum 7 ans pour les investissements en matériel et 15 ans pour les investissements en bâtiments.

La zone franche rurale. Les zones franches du Plan Marshall.

Communes en Zones Franches

Communes zone franche rurale

Communes zone franche urbaine

Grâce-Hollogne et Awans seulement la zone aéroportuaire de Liège-Bierset. Voir plan de secteur.

Sambreville en zone franche urbaine (GW du 8/02/2007 MB du 19/02/2007)

Prime(s) en capital

D'après le montant de l'aide, payable

- en une phase : aide de moins de 50.000 €,
- en deux phases : aide allant de 50.000 à 100.000 €,
- en trois phases : aide de plus de 100.000 €.

Une combinaison des deux formes d'aides, subvention-intérêt et prime en capital, est possible.

Garantie publique

Elle porte sur les investissements éligibles.

Elle est accordée sur maximum 7 ans pour les investissements en matériel et maximum 10 ans pour les investissements en bâtiments.

Montants maximum des aides AIDA

14 % maximum de la valeur des investissements. L'aide est portée à maximum 20 %.

Montant des investissements

Seuil, montants minimum

Total minimum des investissements pris en compte : 30.000 €, Valeur minimale d'un investissement : 10.000 €.

Plafonds, montants maximum

Montant maximum, par investissement, pour le matériel et l'équipement : 250.000 € pour les bâtiments : 500.000 €

Majorations

Des relèvements de l'intervention régionale sont prévus, allant de 28 à 40 %, dans certaines circonstances.

Dans trois cas, des majorations sont prévues : en faveur des nouvelles technologies pour la protection de l'environnement, lorsqu'un plan d'investissements inscrit la mesure *Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles* du *Plan de Développement rural 2007-2013* ou quand les activités de la coopérative sont localisées dans la *Zone franche rurale*.



+ 30 %. Le taux d'intervention (14 ou 20 %) est porté à 44 % et 50 % pour des investissements qui

- contribuent à faciliter l'adoption de nouvelles technologies axées sur la protection de l'environnement;
- conduisent à la réalisation d'économies d'énergie.

Dans ces cas, le montant maximum des investissements éligibles, par investissement est relevé de 50 % représentant :

- pour le matériel et l'équipement : 325.000 € max.,
- pour les bâtiments: 650.000 € max.

+ 28 %. Le montant considéré de l'investissement éligible est relevé de 20 % pour les projet inscrits dans la mesure du Plan de Développement rural 2007-2013, Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles.

Les montants max. des investissements pris en considération s'élèvent dans ce cas à,

- pour le matériel et l'équipement : 320.000 €,
- pour les bâtiments, par investissement : 640.000 €.

+ 40 % en Zone franche rurale (Plan Marshall)

Montants maximum des aides

Le montant total des aides est établi au *pro rata* du nombre de voix à l'AG détenues par des exploitants agricoles, des CUMA, des groupements ou des associations membres d'une coopérative de transformation et de commercialisation, actifs au moment de l'introduction du plan :

- de 3 à 9 voix : 200.000 € d'aides max.,
 - de 10 à 30 voix : max. 200.000 € + 5.000 € par voix,
 - de 31 à 56 voix : max. 300.000 € + 2.000 € par voix,
- Maximum des aides : 412.000 € par plan.

Aide aux investissements hors plan d'investissements

Pour de petits investissements faits séparément, hors plan d'investissements sur demande simplifiée

Une aide AIDA peut aussi être obtenue pour la réalisation d'un investissement isolé indépendant d'une démarche globale d'investissements couverte par un plan d'investissements. En tout, sur trois ans, trois dossiers de cette nature peuvent être déposés. Ce type de demande se fait en dehors de tout plan d'investissements.

Ces demandes concernent des dépenses isolées et ne sont donc pas à intégrer dans un système de planification. Elles ne sont recevables qu'en l'absence d'un plan d'investissements en fonctionnement dans l'exploitation concernée. Au moment de l'introduction d'une demande d'aide pour un plan d'investissements, ce type d'aides n'est plus accessible.

Qui peut bénéficier de ces aides ?

Les conditions générales d'octroi des aides AIDA sont à respecter. Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas en cours de réalisation d'un plan d'investissements. Ils n'ont pas introduit de demande de cet ordre.

Quels investissements ?

Les mêmes investissements que ceux qui sont admissibles dans un plan d'investissements peuvent faire l'objet de cette aide.

Quelles aides ?

Les niveaux de l'aide à l'investissement isolé sont différents de ceux qui s'appliquent sur un plan d'investissements. Les majorations, par exemple, ne sont pas pratiquées.

Quels montants ?

Le montant de l'aide est de maximum 5.000 € par investissement.

moderniser s'installer

38

Aide à l'installation de jeunes exploitants agricoles

Pour la reprise ou la 1^{re} installation d'un jeune agriculteur, le plan de développement

Les aides sont accessibles aux jeunes agriculteurs, exploitants à titre principal, âgés de 20 à 40 ans qui créent ou reprennent une exploitation agricole. Elles couvrent les principales opérations auxquelles un jeune doit faire face lorsqu'il s'installe.

Un projet complet sur 3 ans

Le plan de développement reprend des données complètes spécifiques à l'objet de la démarche :

- il porte sur 3 ans,
- il comporte soit le projet de création soit la convention de reprise,
- il présente une image complète de la situation de l'exploitation, de ses forces et faiblesses,
- il reprend les objectifs généraux sur 6 ans,
- il énonce les objectifs détaillés sur 3 ans,
- il fait état des besoins éventuels en investissements complémentaires (dans les 3 ans),
- il présente les investissements qui sont prévus dans les 6 années à venir, en relation avec les forces et les faiblesses de l'exploitation,
- il mentionne les indicateurs de suivi de la mise en œuvre du plan.

Conditions concernant le demandeur

- Le demandeur se trouve dans le contexte d'une 1^{re} installation sur une exploitation, en qualité d'exploitant agricole à titre principal,
- lorsqu'il reprend une exploitation, il faut qu'il le fasse en maximum deux phases ; aucune de ces deux phases ne doit être inférieure à 25 %,
- le demandeur doit avoir entre 20 et 40 ans,
- des qualifications professionnelles sont requises (voir tableau),
- les stages et formations nécessaires doivent avoir été exécutés au moment de la demande. Ceci ne sera obligatoire qu'à partir du 1^{er} juillet 2008,
- le demandeur doit s'adjoindre un consultant dès le moment de l'élaboration d'un projet. Ceci sera obligatoire dès que le système de consultance sera fonctionnel,
- le revenu du travail, avant investissement, doit se situer entre 75 et 120 % par rapport au revenu de référence, par unité de travail humain. Ce seuil de 75 % peut être l'un des objectifs du plan de développement (voir note de bas de page 2, p. 32).
- la demande d'aide doit être introduite maximum 6 mois avant ou 3 mois après l'installation (ou la reprise).

Formation et expérience requise pour introduire un plan de développement, dans le cadre d'une reprise, d'une première installation

Titre d'étude	Expérience pratique minimale requise	Certificat de type B requis
Enseignement agricole, horticole ou apparenté		
Diplôme universitaire	Non	Non
Diplôme de l'enseignement supérieur de type long ou court	Non	Non
Agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, section agriculture/horticulture	Non	Non
DESS, avec certificat de qualification	2 ans	Non
Certificat de qualification de 4 ^e technique	3 ans	Oui

Enseignement non agricole, horticole ou apparenté

Diplôme universitaire	2 ans	Oui
Diplôme de l'enseignement supérieur de type long ou court	2 ans	Oui
Diplôme de l'enseignement secondaire supérieur	3 ans	Oui
Autre	4 ans	Oui

En fait, il faut une attestation d'affiliation à une caisse d'assurance, p. ex. D'autres pièces aussi probantes peuvent être produites.

Après le 1^{er} juillet 2008

A prévoir aussi dans le cadre d'une première installation que l'octroi des aides AIDA est conditionné à la pratique d'une remise à jour de 30 à 40 h des connaissances de la réglementation (UE, B, RW) en matière d'agriculture, à programmer dans l'année précédant la 1^{re} installation ou dans les 6 mois qui la suivent.

Conditions concernant l'exploitation

- Elle doit être conforme aux normes de capacité de stockage. Sinon, la mise aux normes des infrastructures de stockage doit constituer le premier investissement à réaliser et ce dans les 36 mois qui suivent l'installation,
- elle doit représenter au moins 1 UTH et dégager un revenu au moins équivalent au revenu seuil par UTH.

Un plan de développement et un plan d'investissements peuvent être introduits simultanément par le jeune qui s'installe. Dans ce cas, la condition générale concernant l'activité agricole antérieure de 3 ans est levée pour l'accès à l'aide AIDA sur les investissements (plan de développement).

Quelles opérations ? quels montants ?

L'aide AIDA peut intervenir dans la réalisation des principales opérations nécessaires à l'installation, que ce soit sous forme de reprise ou de création d'exploitation.

Opérations éligibles en cas de reprise d'une exploitation	Opérations éligibles en cas de création d'une exploitation
<ul style="list-style-type: none"> ■ la reprise de matériel, ■ la reprise, le regarnissage du cheptel, ■ la reprise de bâtiments, ■ la reprise des stocks (20.000 € max. par exploitation), ■ l'indemnisation d'arrière-engrais (350 € max. par hectare), ■ l'indemnisation des cultures agricoles en croissance (max. 750 € / ha pour les cultures agricoles, sur justification de leur valeur pour les productions horticoles), ■ le rachat de parts dans une exploitation agricole en personne morale (sur la base d'un rapport d'expertise établi par un réviseur d'entreprise), ■ la conception du plan de développement. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ l'achat de matériel, ■ l'achat de cheptel, ■ l'achat ou la construction de bâtiments, ■ l'achat des stocks (20.000 € max. par exploitation).

Seuils et plafonds pris en considération dans le calcul des aides

Montants pris en considération, taux d'intervention et paiement des aides

■ Première tranche : jusqu'à 100.000 €

Frais inhérents à la reprise ou à la création inférieurs à 100.000 € : aide AIDA égale à 45 % du montant considéré. Aide sous forme de primes en capital.

■ Deuxième tranche : de 100.001 à 175.000 €

Frais inhérents à la reprise ou à l'installation entre 100.001 € et 175.000 € : aide AIDA sous la forme d'une *subvention-intérêt* de 5 % max., au moins 1 % restant à charge du bénéficiaire.

Le montant maximal de cette aide est de 10.000 €.

Total des aides

Les montants alloués sont indiqués ci-dessus. Le total des aides octroyées à un plan de développement ne peut excéder 55.000 €.

La garantie régionale est également accordée pour tous les emprunts portant sur les investissements éligibles pour une durée de 15 ans.



Déposer ensemble un plan de développement et un plan d'investissements

Un jeune exploitant qui s'installe peut éventuellement compléter son plan de développement par un plan d'investissements tel que présenté ci-dessus. Il n'est pas dans ce cas opportun de faire la preuve de trois années d'activités antérieures.

Attention, si les deux plans ne sont pas déposés simultanément, il faudra attendre 3 ans pour introduire le plan d'investissements.

Aides régionales au démarrage des groupements

L'aide au démarrage des groupements a pour objectif de favoriser l'exploitation en commun, l'utilisation en commun plus rationnelle des moyens de production agricole et l'entraide entre les exploitations. Elle concerne aussi les groupements qui s'engagent dans l'introduction de pratiques agricoles alternatives.

Cette aide est une contribution à la couverture des frais de gestion du groupement pendant les 3 premières années.

L'octroi des aides au démarrage de groupements est soumis à certaines conditions. Le groupement doit comporter au moins **trois membres exploitants agricoles actifs**, ne pas être dissous avant la sixième année, être constitué sous la forme d'une société coopérative de transformation et de commercialisation, sous la forme d'un groupement fourrager, d'une CUMA, d'une association agricole à personnalité juridique ou d'une société agricole dont l'objet est l'exploitation en commun. S'il s'agit d'une coopérative, le groupement doit justifier le caractère économique et social de la coopération. Il doit présenter ses statuts et l'état prévisionnel des recettes et dépenses.

Montant des aides

L'aide au démarrage de groupements se monte à 22.500 € max. par groupement. Elle est calculée en fonction de la valeur des cotisations des membres. Elle limitée annuellement au montant des coûts de gestion de la 1^{re} année d'activité.

Aides spécifiques aux régions défavorisées

Indemnité compensatoire : une demande à formuler chaque année dans la déclaration de superficie.

Une indemnité compensatoire annuelle est octroyée aux exploitants agricoles qui exploitent des superficies fourragères situées dans les régions défavorisées.



"QUELS BEAUX
CHANTIERS DE
TRAVAIL ON VA
FAIRE À NOUS
TROIS, AVEC
CETTE MACHINE-LÀ"

Profil du demandeur

- Le demandeur est un exploitant agricole à titre principal ou, sous certaines conditions, un groupement d'exploitants agricoles ou un administrateur délégué, gérant ou associé gérant,
- il dispose d'un numéro d'enregistrement *Sigec*,
- il prévoit de poursuivre l'activité agricole durant minimum 5 ans à dater du versement de l'indemnité compensatoire.

Profil de l'exploitation

- 40 % de la superficie totale de l'exploitation mentionnée dans la déclaration de superficie se trouvent dans la zone défavorisée,
- la charge en bétail moyenne de l'exploitation, sur l'année, est égale ou supérieure à 0,6 UGB pâturant par hectare déclaré en superficie fourragère dans la déclaration de superficie,
- le taux de liaison au sol global ne dépasse pas 1.

Montant de l'indemnité

122 € par ha de superficie fourragère situé en région défavorisée.
Maximum par exploitant : 1.736 €.

La demande doit être actualisée chaque année. Elle figure dans la déclaration de superficie et de demande d'aides.

N'ont pas accès à ces aides les demandeurs de 65 ans et plus ni ceux qui bénéficient d'une pension de retraite ou de préretraite avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit la demande.

Calcul des unités gros bétail (UGB)

Dans ce contexte d'aides, le nombre d'unités gros bétail est obtenu en multipliant le nombre de bovins, équins, porcins, volailles, brebis ou chèvres par des coefficients spécifiques.

Taureaux, vaches et autres bovins de plus

de 2 ans, équidés de plus de 6 mois : 1 UGB

Bovins de 6 mois à 2 ans : 0,6 UGB

Bovins de moins de 6 mois : 0,4 UGB

Ovins et caprins : 0,15 UGB

Truies reproductrices de plus de 50 kg : 0,5 UGB

Autres porcins : 0,3 UGB

Poules pondeuses : 0,014 UGB

Autres volailles : 0,003 UGB

Mesures régionales en faveur des exploitations en difficultés financières

Dans le cas où, preuve à l'appui, des difficultés financières sont survenues à la suite d'un cas de force majeure, une intervention régionale est prévue.

Les aides prévues

- Prolongation de la **subvention-intérêt** et de la **garantie** publique pour un ou des prêts bénéficiant déjà de ces aides,
- **ou prime en capital** récupérable ou à fonds perdus,
- Subvention-intérêt et garantie publique sur un **crédit de soudure**.

Lutte contre les maladies infectieuses

La Région accorde des aides à l'achat d'animaux destinés au repeuplement du troupeau à la suite

- d'un **stamping out** du cheptel dans le cadre de la lutte contre la brucellose bovine ;
- de l'épuration pour cause de tuberculose bovine d'au moins 30 % du cheptel;
- de l'éradication de la fièvre aphteuse, de la leucose bovine enzootique, de l'encéphalite spongiforme bovine, de la fièvre aphteuse porcine, de la peste porcine, de la maladie d'Aujeszky, de la peste aviaire.

Des documents à fournir

- La justification de la qualification professionnelle suffisante de l'exploitant ;
- une copie de l'ordre d'abattage;
- une attestation établie par l'inspecteur vétérinaire compétent de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

Montant maximum des investissements éligibles

L'aide porte sur une part d'emprunt représentant au max. 30 % du coût total du repeuplement. Elle est limitée à 90.000 € par UTH, 180.000 € par exploitation.

Les aides prévues

Subvention-intérêt

Taux de 5 % maximum avec un minimum restant à charge du demandeur de 3 % lors de la 1^{re} occurrence, de 5 % dans les autres cas.

Durée : 9 ans maximum en cas de brucellose bovine, 5 ans dans les autres cas.

Garantie publique

D'une durée maximum de 10 ans.

moderniser
s'installer

42



Adresses utiles

Qui contacter ?

Direction générale de l'Agriculture

Services extérieurs des Aides

Services extérieurs d'Ath
Gérard Servotte, Directeur
Zc, chemin du Vieux Ath
7800 Ath
T. : 068 / 27.44.43
F. : 068 / 27.44.01
@ : g.servotte@mrw.wallonie.be.

Services extérieurs de Thuin
Jacques Dardenne, Directeur
13, rue du Moustier
6530 Thuin
T. : 071 / 59.90.61
F. : 071 / 59.96.01
@ : ja.dardenne@mrw.wallonie.be.

Services extérieurs de Libramont
Jean Dewez, Directeur
2, rue Fleurie - 3e étage - boîte 8
6800 Libramont
T. : 061 / 26.08.30
F. : 061 / 26.08.62
@ : j.dewez@mrw.wallonie.be

Services extérieurs de Wavre
Roger Nutelet, Directeur f.f.
4, avenue Pasteur
1300 Wavre
T. : 010 / 23.37.40
F. : 010 / 23.37.99
@ : r.nutelet@mrw.wallonie.be

Services extérieurs de Ciney
Gabriel Dewez, Directeur
30, rue Ed. Dinot
5590 Ciney
T. : 083 / 23.07.40
F. : 083 / 22.04.05
@ : g.dewez@mrw.wallonie.be.

Services extérieurs de Huy
Alain Ridelle, Directeur
39, chée de Liège
4500 Huy
T. : 085 / 27.34.20
F. : 085 / 23.36.58
@ : a.ridelle@mrw.wallonie.be.

Services extérieurs de Malmédy
Marie-José Paquet, Directrice
13, avenue des Alliés
4960 Malmédy
T. : 080 / 44.06.11
F. : 080 / 44.06.30
@ : mj.paquet@mrw.wallonie.be.

Service central

Direction des Structures agricoles

Jean-Paul Clérin, Directeur
Ilot Saint-Luc
14, chée de Louvain
5000 Namur
T. : 081 / 64.95.61
F. : 081 / 64.95.22
@ : jp.clerin@mrw.wallonie.be

Où trouver des renseignements ?

Direction générale de l'Agriculture
Site portail <http://agriculture.wallonie.be>

Dans la rubrique *Professionnels*, toute la réglementation, un aperçu global, des FAQ's, réponses aux questions les plus souvent posées.

Voir aussi la présentation synthétique du sujet (document *PowerPoint*), suivi des arbres décisionnels.

Lekker Waals ! Vu en Flandre



Chaque année, l'Apaq-W met en place un large programme de promotion des productions wallonnes à l'attention de nos voisins du nord du pays. Ce programme, présenté sous la bannière *Lekker Waals !* (Délicieusement wallon !), poursuit sa stratégie qui privilégie les actions visant les professionnels de l'agroalimentaire. Il inclut donc logiquement des présences sur les trois principaux événements professionnels et gastronomiques de Flandre que sont la *Food Fair* des magasins ISPC, le salon *Horeca Expo* et le salon *Kokerello*.



Food Fair

Après une première action développée en octobre en partenariat avec le magasin *Hanos* de Wommelgem (Anvers), le service *Promotion Flandre* de l'Agence a mis en place l'opération *Food Fair ISPC* (5 au 7 novembre, Liège et Gand).

Pour sa troisième édition, cette action poursuivait son objectif de permettre à une vingtaine de sociétés wallonnes de présenter leurs produits à la clientèle *Horeca* d'une enseigne considérée comme une référence en la matière. Cette année encore, les opérateurs présents à cette *Food Fair* et représentant les secteurs des salaisons, fromages, escargots, sirops, confiseries, ... ont exposé leurs savoir-faire et leurs productions de qualité supérieure. Outre l'opportunité de présenter durant trois jours leurs produits dans les magasins ISPC, ils disposaient d'une visibilité dans un folder *Spécial Wallonie* distribué à l'ensemble de cette clientèle professionnelle haut de gamme.

Horeca Expo

Fin novembre, l'Apaq-W était présente à la « grand messe » agroalimentaire flamande, *Horeca Expo* (Gand). Durant cinq journées réservées aux professionnels, six cents exposants installés sur les 27.000 m² du

Flanders Expo ont accueilli soixante mille acteurs du secteur *Horeca*.

Suite au succès de ses quatre précédentes participations, l'Apaq-W a décidé d'inscrire à nouveau ce salon à son calendrier pour offrir aux entreprises wallonnes l'opportunité de promouvoir leurs produits dans cet incontournable événement : la présence d'une quinzaine d'opérateurs issus de différents pans du secteur agroalimentaire (produits laitiers, boissons, viandes, petit élevage, ...), atteste de l'intérêt qu'ils portent à cette initiative.

Kokerello

Enfin, l'Apaq-W a aussi participé pour la quatrième année consécutive au salon *Kokerello*, le salon gastronomique flamand en vogue du moment (1-3 décembre, Gand). Destiné à un public de gourmets et de passionnés, *Kokerello* connaît un succès éclatant d'année en année avec une fréquentation de trente mille personnes qui viennent découvrir un vaste choix de fine cuisine, de secrets et de recettes gourmandes.

Les saveurs de Wallonie s'y sont démarquées non seulement grâce à leurs qualités intrinsèques mais également grâce à un programme d'activités élargi. Cette année,

outre une collaboration avec le magazine *Ambiance*, la présence sur place d'une dizaine de producteurs (jambon d'Ardenne, fromage de Herve, pâté gaumais, foie gras, pommes de terre *Terra Nostra*, escargots, moutarde, ...) et les désormais classiques démonstrations culinaires du jeune et inventif chef belgo-suédois Christer Elfving, l'Apaq-W a organisé un espace spécialement dédié aux bières traditionnelles wallonnes à découvrir à travers la formule d'un « parcours dégustatif ».

Lekker Waals ! assure donc une présence et une visibilité fortes au nord du pays pour appuyer le positionnement et les démarches commerciales des opérateurs agroalimentaires wallons.

GEOFFROY SIMONART,
APAQ-W

Pour plus d'informations

Apaq-W

Contact : Geoffroy Simonart
2, rue Burniaux – 5100 Jambes
T. : 081 / 33.17.25
@ : g.simonart@apaqw.be
www.apaqw.be

Brèves du livre

DANIEL LANTEIR, BIBLIOTHÉCAIRE

Bibliothèque DGA

14, ch. de Louvain – 5000 Namur

10 à 12 h, 14 à 16 heures sur rendez-vous.

T. : 081 / 64.94.12 – @ : d.lanteir@mrw.wallonie.be

Ici, quelques ouvrages choisis parmi les acquisitions récentes de la bibliothèque.



Étude du marché de la viande halal en Belgique.

BAZGOUR H., Ed. Faculté universitaire des sciences agronomiques, Gembloux, 2007, 66p.

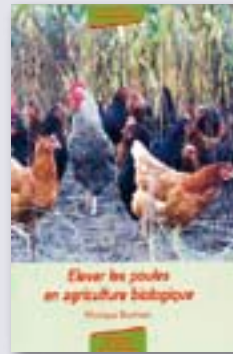
L'objectif de ce travail de fin d'études est de tenter d'étudier l'état actuel du marché de la viande halal en Belgique, de soulever les défaillances qui existent, de caractériser l'offre en viande halal et d'estimer la position actuelle de la Belgique sur le marché international de cette viande. Quelques recommandations à l'usage notamment de la grande distribution sont avancées afin de gagner la confiance du consommateur musulman qui continue jusqu'à présent à privilégier le boucher musulman dans ses achats.



La réforme de l'Organisation commune du marché du vin.

MONTAIGNE E. & COELHO A., Parlement européen, Bruxelles, 2006, 197p.

En réponse à la proposition de réforme de l'Organisation commune du marché (OCM) du vin émise par la Commission des Communautés européennes, cette étude présente une brève synthèse de la situation du marché du vin dans l'Europe des vingt-cinq au cours des six dernières années, évalue les défauts des mécanismes de l'actuelle OCM, analyse de façon critique les propositions de la Commission (arrachage, suppression des droits de plantation, restructuration du vignoble, distillation) et présente des propositions concrètes pour la réforme de l'OCM. De nombreuses annexes complètent cette étude.



Élever les poules en agriculture biologique.

BESTMAN M., Éditions Mouvement de culture biodynamique, Colmar, 2006, Coll. Cahier de Biodynamie, n°11, 77p.

Élever des poules en respectant leur intégrité et leur bien-être. Tel est l'objet de cet ouvrage qui part d'un problème comportemental fréquent dans de nombreux élevages de poules pondeuses – le picage des plumes accompagné parfois de cannibalisme – pour proposer de repenser tous les aspects de l'élevage en approfondissant la connaissance de la nature de la poule. En faisant la synthèse de nombreuses recherches, de multiples observations de l'auteur et de nombreux aviculteurs sur le sujet, ce livre permet à l'aviculteur professionnel tout comme à l'amateur d'avoir des poules en parfaite santé en améliorant ou en corrigeant ses conditions d'élevage.



L'agriculture de demain : gagnants et perdants de la mondialisation.

RAINELLI P., Éditions du Félin, Paris, 2007, 157p.

Crise alimentaire, OGM, négociations de l'OMC, biocarburants : loin d'être un secteur marginal, l'agriculture de demain est au cœur de nombreux débats. Comment nourrir 9 milliards d'hommes d'ici 2050 ? Les OGM seront-ils le moteur d'une nouvelle Révolution verte ? Quelles seront les nouvelles stratégies des pays développés face à l'Inde, la Chine et le Brésil qui sont en passe de bouleverser le secteur ? Les biocarburants sont-ils une chance pour l'agriculture ou un risque pour l'alimentation mondiale ? La mondialisation de l'agriculture peut-elle produire de la croissance et réduire la pauvreté, ou va-t-elle accroître l'isolement des pays les plus pauvres ? L'OMC pourra-t-elle être garante d'une mondialisation acceptable ? Cet ouvrage passionnera tous ceux qui veulent des réponses claires et nuancées sur ce sujet essentiel pour l'avenir de nos sociétés.

Donnez-nous votre avis Ce magazine est aussi le vôtre

La Direction générale de l'Agriculture vous consulte : votre avis compte pour améliorer la qualité de l'agriculture et de l'alimentation. Le site internet <http://agriculture.wallonie.be> vous propose de donner votre avis sur ce questionnaire.

Enquête d'opinion

Ce magazine est aussi le vôtre

Merci de votre participation !

Les résultats sont en p. 4. Les répondants pouvaient participer au concours organisé pour la circonstance.

Tirage au sort. Les gagnants

Parmi les personnes ayant donné leur avis à cette enquête

1^{er} prix, bénéficiaire d'un repas gastronomique dans une ferme gourmande

• M. Léon Gilson, à Hamois

2^e prix, ont reçu deux entrées à la foire Agribex

• M. Stéphane Bona, à Eghezée • Mme Corinne Vibet, à Bruxelles • Mme Jacqueline Delvaux, à Gembloux • M. François Vanderbercq, à Roelux • Dr Vincent Wynants, à Lens • M. Freddy Schyns, à Sippenaeken • M. Benoît Dion, à Warcoing • Mme Florence Willem, à Vielsalm • Mme Chantal Wingel, à Hachy • M. Marcel Pirnay, à Aywaille • M. Daniel Vanquaethem, à Neufchâteau • M. Paul Brassimme, à Libramont • M. et Mme Marc Maes, à Estinnes-au-Val • M. Ferdinand Jolly, à Ittre • Mme Joëlle Duhem, à Lessines • M. Stéphane Kesteloot, à Flobecq • M. Jean Henno, à Templeuve • M. Geert Lever, à Edgem • M. Léon Duveilliez, à Gottignies • Mme Françoise Chapelier, à Battice.

Le tirage au sort a eu lieu, à l'administration, à Namur, le 25 octobre, en présence de Mmes Motte et Van Hauwaert, MM. Matthieu, Directeur, Goffin et Caufriez.



Photo : DGA-Th. Caufriez.